

Règlement général de police

Le Conseil communal de la Ville d'Arlon réuni en séance du 20 novembre 2006,

Revu le règlement général de police du 16 février 1883, ainsi que toutes ses modifications ultérieures,

Considérant qu'il importe de réunir en une seule ordonnance les diverses dispositions qui règlent aujourd'hui les incivilités et d'y faire en même temps les changements et additions dont l'expérience a fait connaître la nécessité,

Vu les articles 119 et 119bis de la Nouvelle Loi communale, articles L1122-32 et L1122-33 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation,

Vu les modifications apportées par le Conseil communal réuni en séance du 30 mars 2007, du 07 mars 2008, du 14 novembre 2008 et du 30 janvier 2009,

ARRETE comme suit :

CHAPITRE PREMIER - Dispositions générales et obligations

Article 1^{er} – Objectif

Le contenu du présent règlement concerne les matières relevant des missions et compétences de la commune en vue de faire jouir ses habitants des avantages d'une bonne police notamment de la propreté, de la salubrité, de la sécurité et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Article 2 – Définitions

Pour l'application du présent règlement, on entend par :
Pour l'application du présent règlement, on entend par :

§ 1. "Espace public" :

1. la voirie, en ce compris les accotements et les trottoirs ;
2. les abords des cités de logements et des bâtiments accessibles au public (grandes surfaces, cinémas, écoles, ...);
3. les parcs, jardins publics, cimetières, plaines et aires de jeux.

§ 2. "Voie publique" :

La voirie, en ce compris les accotements et les trottoirs.

§ 3. "Collège" :

Le Collège communal.

§ 4. "Nuit" :

De 22 heures à 06 heures.

§ 5. "Bâtiment" :

Immeuble bâti affecté ou non au logement.
[Décision du Conseil communal du 20 juin 2019]

§ 6 "Logement" :

Bâtiment ou partie de bâtiment structurellement destiné à l'habitation.
[Décision du Conseil communal du 20 juin 2019]

§ 7 "Logement collectif" :

Un logement collectif s'entend comme un immeuble (ou parties d'immeubles) comportant un ou plusieurs locaux que les différents ménages locataires peuvent utiliser à titre collectif (pièces de séjour, cuisines, salles de bains, W-C, ...) et couvert par un permis de location conforme aux critères minimaux de qualité prescrits par la Région wallonne.
[Décision du Conseil communal du 22 avril 2021]

§ 8 "Logement individuel" ou "unité d'habitation" :

Un logement individuel (ou une unité d'habitation) s'entend comme un logement dont les pièces d'habitation et les locaux sanitaires sont réservés à l'usage individuel d'un seul ménage. Le logement individuel (ou l'unité d'habitation) est fonctionnellement autonome.

Pour l'application de la présente définition, on entend par :

Pièce d'habitation : toute pièce autre que les halls, couloirs, locaux sanitaires, caves, greniers non-aménagés, annexes non habitables, garages, locaux à usage professionnel et locaux qui ne communiquent pas, par l'intérieur, avec le logement. Sont également exclus, conformément à l'arrêté du Gouvernement du 30 août 2007 déterminant les critères minimaux de salubrité, les critères de surpeuplement et portant les définitions visées à l'article 1^{er}, 19^o à 22bis, du Code wallon du Logement, les locaux qui présentent une des caractéristiques suivantes :

- une superficie au sol, inférieure à 4 m², sous la hauteur sous plafond requise ;
- une largeur constamment inférieure à 1,50 m ;
- un plancher dont tous les côtés sont situés à plus de 1 m sous le niveau des terrains adjacents ;
- une absence totale d'éclairage naturel.

Locaux sanitaires : les w.c., salle de bains et salle d'eau.

Ménage : le ménage est constitué, soit par une personne vivant habituellement seule, soit par deux ou plusieurs personnes qui, unies ou non par des liens de parenté, occupent habituellement un même logement et y vivent en commun.
[Décision du Conseil communal du 20 juin 2019]

§ 9 "Entrée principale" :

Entrée utilisée principalement la majeure partie du temps par les occupants de l'immeuble.
[Décision du Conseil communal du 20 juin 2019]

Article 3 – Injonctions

Toute personne se trouvant sur l'espace public ou dans tout lieu, privé ou public, accessible au public doit se conformer immédiatement à toute injonction ou réquisition des agents qualifiés, données en vue de :

1. faire respecter les dispositions légales et réglementaires ;
2. maintenir la sécurité, la tranquillité, la propreté ou la salubrité publiques et la commodité de passage sur la voie publique ;
3. faciliter la mission des services de secours et l'aide aux personnes en danger.

La présente obligation s'applique également aux personnes se trouvant dans une propriété privée lorsqu'un membre des services d'ordre y a pénétré dans le cadre de ses devoirs ou par suite d'un événement calamiteux, en cas d'incendie, d'inondation, d'appel au secours ou en cas de flagrant délit ou crime.

Article 4 – Autorisations

§1er. Sauf spécification contraire dans l'article concerné, toute demande d'autorisation d'une activité ou acte quelconques concernés par le présent règlement doit parvenir au Bourgmestre au plus tard un mois calendrier avant ladite activité.

Le Bourgmestre ou le Collège, selon le cas, peut prendre en considération des demandes introduites hors délais en cas d'urgence.

§2. Tout bénéficiaire d'autorisation ou de permission délivrée en vertu du présent règlement est tenu d'en observer les conditions. Ces autorisations ou permissions sont délivrées à titre précaire et révocable, sous forme d'un titre personnel et incessible, qui n'engage pas la responsabilité de la commune. Elles peuvent aussi être suspendues ou retirées par le Collège des Bourgmestre et Echevins lorsque l'intérêt général l'exige ou lorsque leur titulaire commet une infraction au présent règlement, conformément à la procédure prévue à l'article 119bis de la Nouvelle Loi communale.

§3. Les bénéficiaires doivent se conformer strictement aux prescriptions de l'acte d'autorisation et veiller à ce que l'objet de celui-ci ne puisse nuire à autrui, ni compromettre la sécurité, la tranquillité, la salubrité ou la propreté publiques.

Sauf disposition légale expresse, la commune n'est pas responsable des dommages qui pourraient résulter de l'exercice, fautif ou non, de l'activité visée par l'autorisation.

§4. Lorsque l'acte d'autorisation a pour objet :

- une activité ou un événement dans un lieu accessible au public, il doit se trouver à l'endroit en question ;
- une activité sur l'espace public ou une occupation de celui-ci, le bénéficiaire doit en être porteur quand l'activité ou l'occupation est en cours.

Dans les deux cas, il doit être exhibé à toute réquisition de la police.

En cas d'infraction à ces conditions, l'autorisation ou la permission est retirée de plein droit, sans préavis et sans qu'il soit dû par la commune une quelconque indemnité.

CHAPITRE DEUXIEME – De la tranquillité et de la sécurité publiques

Section 1 - Dégradations – dérangements publics

Article 5 – Escalade

Il est défendu d'escalader les façades, les corniches, poteaux, réverbères et autres mobiliers urbains, ainsi que les murs et clôtures.

Article 6 – Dégradations

Il est défendu de détériorer, d'endommager ou de souiller la voie publique, les bâtiments, le mobilier urbain, les monuments et objets d'utilité publique ou servant à la décoration publique, tels que par exemple statues, bustes, vasques, réverbères, horloges, fils électriques, pompes, fontaines, appareils et conduites d'eau, poteaux et bornes de signalisation, postes avertisseurs des pompiers ou des services d'ordre, poubelles, bancs, etc.

Article 7 – Graffitis

Toute personne s'abstiendra d'apposer des graffitis, tags et inscriptions ailleurs que sur les surfaces spécifiquement réservées à cet effet et désignées par le Bourgmestre. Sans préjudice d'autres poursuites, la commune peut procéder d'office à la remise en état aux frais et aux risques du contrevenant.

Article 8 – Sabotage

Toute personne s'abstiendra de détériorer tous appareils automatiques placés sur la voie publique tels que les guichets et distributeurs automatiques, les horodateurs, automates de paiement, etc. par l'introduction de toute matière ou d'objets autres que ceux prévus pour leur usage.

Article 9 – Appareils publics

Toute personne non commissionnée ou autorisée par l'autorité compétente veillera à ne pas manoeuvrer les commandes des conduits ou canalisations de toute nature, des appareils d'éclairage public, des horloges publiques, des appareils de signalisation et généralement tous objets ou installations d'utilité publique placés sur, sous ou au-dessus de la voie publique par les services publics ou par les établissements d'utilité publique.

Article 10 – Prescriptions et injonctions applicables aux lieux publics -Squares – Parcs – Jardins publics – Places et voies publiques – Aires de jeux– Etangs – Cours d'eau – Abords des cités de logement – Propriétés communales – Stades sportifs et Cimetières

§ 1. - Dans les squares, parcs, jardins publics, boulevards, avenues, aires de jeux, étangs, cours d'eau, propriétés

communales, stades sportifs et cimetières, le public doit se conformer aux :

- prescriptions ou interdictions, contenues dans les règlements particuliers d'ordre intérieur et/ou portées à sa connaissance par les avis ou pictogrammes y établis ;
- injonctions faites par les gardiens, surveillants, assistants de prévention et de sécurité et généralement par toute personne habilitée en vue de faire observer les prescriptions ou interdictions visées ci-dessus ainsi que celles figurant à cet article ou dans des règlements particuliers. Toute personne refusant d'obtempérer peut être expulsée des lieux.

§ 2. - L'accès aux propriétés communales est interdit par tout autre endroit que la ou les entrées régulières.

§ 3. - Dans ces mêmes propriétés, toute personne qui se conduit d'une manière contraire à l'ordre et à la tranquillité publiques peut être rappelée à l'ordre et, si elle persiste à causer du scandale ou du désordre, elle peut être expulsée provisoirement par le gardien, l'assistant de prévention et de sécurité, le surveillant ou généralement par toute personne habilitée. L'entrée peut lui être défendue définitivement ou limitée sous certaines conditions sur décision du Bourgmestre.

Article 11 - Interdictions

Dans les endroits visés par l'article précédent, toute personne s'abstiendra en outre :

1. de dégrader ou abîmer les pelouses et talus, de franchir et forcer des clôtures et grillages, de dégrader les massifs, de prendre des oiseaux ou de détruire les nids, de jeter quoi que ce soit dans les bassins, étangs et plans d'eau ; il est également défendu d'y pêcher sans autorisation de l'autorité communale compétente ;
2. de faire des marques, entailles ou dégradations aux végétaux ;
3. de secouer les arbres et arbustes et d'y grimper, ainsi que d'arracher, d'écraser ou de couper les plantes et les fleurs ;
4. de circuler dans les endroits où l'interdiction est indiquée par des écriteaux ;
5. de camper ou de pique-niquer sauf aux endroits autorisés. Après usage, les lieux doivent être remis par l'utilisateur dans leur état premier et en bon état de propreté ;
6. de se conduire d'une manière contraire à l'ordre et à la tranquillité publiques ;
7. de se baigner dans les fontaines et étangs publics, d'en souiller le contenu par l'apport de quelque matière ;
8. de jouer, patiner ou circuler sur les cours d'eau, étangs lorsqu'ils sont gelés ;
9. d'introduire un animal quelconque dans
 - les plaines de jeux ;

- les parcs et les jardins publics, excepté les chiens et autres animaux domestiques. Ceux-ci doivent être tenus en laisse ou parfaitement maîtrisés de manière certaine et fiable telle qu'ils ne mettent pas en péril la sécurité et la tranquillité des personnes, qu'ils ne commettent pas de dégâts aux installations ou plantations et qu'ils fassent leurs besoins dans les endroits spécialement prévus à cet effet.

10. de jeter des déchets, canettes, papiers et mégots ailleurs que dans les bacs et poubelles prévus à cet effet ;

11. d'uriner ou de déféquer en dehors des endroits prévus à cet effet.

Article 11bis – Sanctions

Sera puni des peines prévues par le présent règlement, quiconque provoque, par son comportement sur la voie publique ou dans un lieu accessible au public, une nuisance sociale qui constitue un non respect de la communauté et/ou du bien être personnel.

Ce comportement doit porter atteinte à la sécurité ou la tranquillité publique et de par sa gravité, a entraîné une arrestation administrative par les services de police, confirmée par l'officier de police administrative.

La nuisance est un dérangement public qui vise des comportements matériels, essentiellement individuels, qui sont de nature à troubler le déroulement harmonieux des activités humaines et à réduire la qualité de la vie des habitants, d'une commune, d'un quartier, d'une rue d'une manière qui dépasse les contraintes normales de la vie sociale. Les dérangements publics portent atteinte à la sécurité et à la tranquillité publique.

[Décision du Conseil Communal du 4 juin 2012]

Section 2 - Lutte contre le bruit

Article 12 – Tapages

Sans préjudice des dispositions légales, décrétales ou réglementaires relatives au tapage nocturne et aux pollutions par le bruit,

1° - sont interdits tous bruits ou tapages diurnes qui troublent la tranquillité et la commodité des habitants.

2° - sont considérés comme troublant la tranquillité et la commodité des habitants tous bruits dépassant de 10 dbA le jour, 5 dbA la nuit. Le niveau de bruit sonore ambiant est mesuré en "niveau L.e.q" (niveau énergétique équivalent) sur une période d'une semaine d'activités normales.

Article 13 – Bruits d'appareils ou de véhicules

§ 1^{er} - Toute personne s'abstiendra de procéder, sauf en cas de force majeure, sur la voie publique aux mises au point bruyantes d'engins à moteurs quelle que soit leur puissance ;

§ 2 - L'usage, à moins de cent mètres de toutes habitations, de tondeuses, scies circulaires, tronçonneuses et autres outils bruyants, actionnés par moteur, de quelque nature que ce soit : électrique, à explosion ou à combustion interne, est interdit sur tout le territoire de la Commune, tous les jours de 22h00 à 7h00 ainsi que les dimanches et jours fériés sauf de 10h00 à 12h00 et de 15h00 à 19h00.

Cette disposition n'est pas applicable aux engins utilisés par les agriculteurs dans l'exercice de leur profession.

§ 3 – Toute personne s'abstiendra d'installer des canons d'alarme ou des appareils à détonation, à moins de 500 mètres de toute habitation.

Entre 20 heures et 7 heures, il est interdit de faire fonctionner ces engins.

Entre 7 heures et 20 heures, les détonations doivent s'espacer de 2 en 2 minutes au moins.

Dans des circonstances particulières et dûment justifiées, une dérogation peut être accordée par le Bourgmestre. L'intensité de ces détonations perçues au niveau des immeubles occupés ne peut dépasser les limites fixées par l'article précédent, 2°.

§ 4 – Toute personne s'abstiendra de faire fonctionner tout appareil de diffusion sonore qui troublerait la quiétude des habitants, conformément aux dispositions de l'article précédent, 2°.

§ 5 - Sauf autorisation du Bourgmestre fixant les conditions et endroits, toute personne s'abstiendra de faire de l'aéromodélisme, du nautisme et de l'automobile de type modèle réduit, à moteur, radio téléguidés ou télécommandés dans les lieux publics. En tout état de cause, les appareils doivent être munis d'un silencieux limitant le niveau de bruit au seuil maximal imposé par les dispositions légales et réglementaires aux fabricants ou aux importateurs.

§ 6 - Sans préjudice des dispositions prévues par les lois et décrets en matière de lutte contre le bruit, l'intensité des ondes sonores audibles sur la voie publique ne peut, lorsqu'elles sont produites à partir d'un véhicule, dépasser et donc ainsi amplifier le niveau sonore du bruit ambiant de la voie publique existant en l'absence desdites ondes. Sont ici visées, notamment, les émissions sonores provenant de systèmes d'amplification montés à bord de véhicules.

§ 7 - Les pétarades de véhicules à moteurs sont interdites de même que les accélérations excessives non justifiées par une conduite normale.

Article 14 – Diffusion de sons sur la voie publique

Sans préjudice de ce que l'article précédent prescrit, toute personne s'abstiendra, sans autorisation préalable et écrite du Bourgmestre :

1° - de faire de la publicité par haut-parleur audible de la voie publique ;

2° - de faire usage sur la voie publique de radios, mégaphones, diffuseurs, haut-parleurs, orgues de barbarie, enregistreurs, sifflets, trompettes, klaxons...

Article 15 - Diffusion de sons de fêtes foraines

§1er. Sauf autorisation préalable et écrite du Bourgmestre, l'usage sur les fêtes foraines de haut-parleurs, sirènes, sifflets, trompes, autres instruments particulièrement bruyants et la diffusion des musiques foraines sont interdits entre 0 et 8 heures. Cette autorisation n'est accordée qu'aux forains réglementairement installés et au directeur ou entrepreneur des fêtes.

§2. Les forains ainsi que les autres usagers de la voie publique, sur simple demande de la police, doivent cesser les tirs, ronflements de moteurs, sirènes, de jouer de l'orgue, accordéon et autres musiques ou instruments qui troublent les représentations musicales et théâtrales ainsi que les réunions de travail et assemblées ouvertes au public.

Article 16 – Injonctions

Lorsque les émissions sonores visées aux articles 12 à 15 sont de nature à troubler la sécurité, la tranquillité ou l'ordre publics ou en cas d'abus d'autorisation, les services de police peuvent à tout moment faire réduire leur volume ou en faire cesser l'émission.

Article 17 – Salles et débits de boissons

§1er. Les dispositions du présent article sont applicables aux établissements habituellement accessibles au public, même si celui-ci n'y est admis que sous certaines conditions.

§2. Les propriétaires, directeurs ou gérants de salles de bals, divertissements et spectacles, de cabarets, de dancings et plus généralement de tous établissements publics, ont l'obligation de prendre les mesures requises pour éviter que la musique diffusée dans leur établissement ou tout genre de vacarme ne s'entende à l'extérieur, de manière à ne pas importuner les voisins, tant de jour que de nuit. Tout bruit fait à l'intérieur des établissements accessibles au public ne pourra dépasser le niveau de bruit ambiant à la rue s'il est audible sur la voie publique. Il en va de même lors de manifestations privées organisées au sein de ces établissements.

§3. Sauf autorisation exceptionnelle du bourgmestre, qui pourra être retirée en cas d'abus, la diffusion extérieure de musique est toujours interdite.

§4. Le Bourgmestre peut ordonner, par décision motivée par les exigences de la tranquillité publique ou du maintien de l'ordre, la fermeture complète temporaire d'un tel établissement ou sa fermeture à partir d'une heure déterminée en fonction des circonstances et conformément aux dispositions du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

§5. En cas d'infractions répétées aux §2 ou §3 du présent article, le Collège pourra prononcer la fermeture administrative de l'établissement, pour la durée qu'il détermine conformément aux dispositions du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

§6. Le Bourgmestre peut accorder des dérogations aux dispositions ci-dessus sur demande écrite et motivée. Les dérogations sont toujours accordées pour une période déterminée. Elles sont renouvelables à l'examen de toute nouvelle demande. Elles peuvent être rapportées en tout temps.

Article 17bis – Consommation d'alcool

En-dehors des terrasses autorisées, il est interdit de consommer des boissons alcoolisées sur la voie publique excepté sur les lieux des marchés publics, des braderies, des foires et de toute autre manifestation commerciale ou festive dûment autorisée par l'autorité communale. L'autorité communale peut assortir cette autorisation de toute condition qu'elle jugera bon de poser, en fonction des circonstances.

[Ordonnance de police du Conseil communal du 03 juillet 2007]

Article 17ter – Vente d'alcool

Il est également interdit de vendre ou de distribuer des boissons alcoolisées sur la voie publique sauf aux endroits autorisés par l'autorité communale. L'autorité communale peut assortir cette autorisation de toute condition qu'elle jugera bon de poser, en fonction des circonstances.

[Ordonnance de police du Conseil communal du 03 juillet 2007]

Article 17quater - Sanctions

§ 1er - Les infractions aux articles du présent règlement seront punies de sanctions administratives conformément à l'article 119bis de la nouvelle loi communale

§ 2 - L'application de sanctions administratives ou autres ne préjudicie en rien au droit pour le Bourgmestre de recourir, aux frais risques et périls du contrevenant, à des mesures d'office nécessaires pour assurer l'exécution matérielle du présent règlement.

[Ordonnance de police du Conseil communal du 03 juillet 2007]

Article 17 quinquies - Consommation excessive d'alcool

Il est interdit aux exploitants des établissements ouverts au public dans lesquels sont servies des boissons à consommer sur place, titulaires d'une patente, d'exercer toute pratique visant à promouvoir la consommation excessive d'alcool. Les exploitants ne pourront se livrer à des pratiques commerciales consistant, dans le cadre d'une opération de promotion temporaire,

- soit à distribuer gratuitement ou à vendre à prix réduits des boissons alcoolisées,
- soit à servir, moyennant un prix forfaitaire de départ, des boissons alcoolisées à volonté,
- soit de manière générale, à favoriser toute consommation excessive d'alcool.

[Décision du Conseil communal du 30 octobre 2009]

Article 18 – Systèmes d'alarme

Tout système d'alarme ne peut inutilement incommoder le voisinage. Le propriétaire d'un véhicule ou d'un immeuble dont l'alarme s'est déclenchée doit y mettre fin dans les plus brefs délais. Lorsque le propriétaire ne se manifeste pas dans les 30 minutes du déclenchement de l'alarme, les services de police pourront prendre les mesures qui s'imposent pour mettre fin à cette nuisance, aux frais, risques et périls du contrevenant. L'intervention du service de police dans ces circonstances sera elle-même facturée parmi les frais.

Article 19 – Dérogations

Toute dérogation aux prescriptions des articles qui précèdent concernant la lutte contre le bruit ne peut être accordée que par le Bourgmestre.

Article 20 – Cris d'animaux

Les propriétaires, gardiens et surveillants d'animaux dont les aboiements, hurlements, cris, chants et autres émissions vocales perturbent le repos ou la tranquillité publique doivent prendre les mesures nécessaires pour faire cesser le trouble ; la tranquillité s'appréciant en fonction du milieu dans lequel le trouble est observé.

Section 3 - Mendicité - Collectes à domicile ou sur la voie publique -Sonneries aux portes

Article 21 – Mendicité

§1. Au sens du présent règlement, il y a lieu d'entendre par :

Mendicité, le fait de demander aide et assistance au public sous forme d'aumônes ou le fait de dissimuler la demande d'aumône sous le prétexte d'offrir un service tel que la vente d'objets, de journaux ou de périodiques.

§2. Est interdit, sur l'ensemble du domaine public, et de façon permanente le fait de :

- mendier avec une agressivité physique ou verbale,
- mendier accompagné d'un chien réputé dangereux ou considéré comme dangereux au sens de l'article 96 du présent règlement,
- mendier en entravant la progression des passants,
- mendier en entravant l'accès aux bâtiments publics ou privés,
- mendier sur les voies de circulation et les carrefours routiers,

§3. Sans préjudice des peines prévues par le présent règlement et des mesures de police administrative le cas échéant nécessaires, les contrevenants aux dispositions du présent règlement sont orientés vers le service du CPAS et de l'Abri de nuit qui fournissent à ceux-ci, sur base volontaire, une information quant à l'aide sociale en vigueur, ainsi qu'une assistance, notamment quant aux démarches administratives que nécessite leur situation. [Décision du Conseil communal du 28 septembre 2023]

Article 22 – Artistes de rue

Les artistes ambulants, les cascadeurs et tous autres assimilés ne peuvent exercer leur activité ni stationner sur le territoire de la Ville sans autorisation écrite du Bourgmestre.

Article 23 – Collectes de fonds

Toute collecte de fonds financiers ou d'objets ainsi que les ventes effectuées sur la voie publique sont soumises à l'autorisation écrite du Collège. L'autorisation et un document officiel d'identification doivent être présentés d'office par le collecteur aux personnes qu'il sollicite.

Article 24 – Collectes de fonds – organismes reconnus

Les collectes et ventes organisées par les pouvoirs publics et ASBL à but philanthropique, social... subsidiées par les pouvoirs publics ne sont pas soumises à autorisation préalable. Les collecteurs dûment mandatés doivent présenter d'office leur mandat, ainsi qu'une pièce officielle d'identification, aux personnes qu'ils sollicitent.

Les collectes entreprises sur le seul territoire de la Ville pour "adoucir les calamités ou malheurs" par tous les autres établissements, institutions, associations ou groupements publics ou privés ainsi que par des personnes privées sont soumises à autorisation préalable et écrite du Collège.

Section 4 - Fêtes et divertissements - Tirs d'armes

Article 25 – Vente d'explosifs

Sans préjudice des dispositions relatives à la législation sur les explosifs, il est défendu, sur la voie publique ou dans les établissements publics, d'exposer en vente, de détenir et de distribuer des pétards ou des pièces d'artifice ainsi que les pistolets à billes, sauf autorisation préalable et écrite du Bourgmestre.

Article 26 – Fêtes - divertissements accessibles au public

Sans préjudice de l'article 26 de la Constitution, les fêtes, fancy-fair, événements culturels et autres divertissements accessibles au public qui se tiennent en plein air ne peuvent avoir lieu sans autorisation préalable et écrite du Bourgmestre. [Il en est de même des concerts, bals et autres manifestations musicales, en plein air ou dans un lieu clos et couvert, en ce compris sous tentes ou chapiteaux.] [Ajouté par décision du Conseil Communal du 14 avril 2016]

En ce qui concerne les [autres] réunions, [manifestations] et rassemblements accessibles au public qui prennent place dans un lieu clos et couvert, [tels que les salons, foires, compétitions sportives, concours, ...] une déclaration préalable écrite doit être faite [au Bourgmestre]. [Modifié par décision du Conseil Communal du 14 avril 2016]

[La déclaration ou la demande d'autorisation préalable écrite doit s'accompagner du formulaire « Dossier Sécurité » disponible soit via le site internet de la Ville, soit directement auprès de l'administration communale et être adressée au Bourgmestre dans les 60 jours calendrier qui précède l'évènement en question.] [Ajouté par décision du Conseil Communal du 14 avril 2016]

Ces dispositions ne concernent pas les activités récurrentes, culturelles, politiques, religieuses, philosophiques, scolaires, sociales, sportives, familiales et autres, qui se déroulent dans les endroits habituels ou officiels destinés à cet effet.

Article 26 bis : Interdiction des gobelets à usage unique

Sans préjudice des règles de sécurité particulières imposées dans le cadre du « Dossier Sécurité » visé à l'article 26 du présent règlement, l'utilisation des gobelets à usage unique est interdit lors des fêtes, fancy-fair, manifestations, rassemblements et autres divertissements accessibles au public. [Ajouté par décision du Conseil Communal du 24 avril 2019]

Article 27 – Kermesse sur terrain privé

Toute personne s'abstiendra d'organiser une kermesse ou d'exploiter un métier forain sur un terrain privé sans déclaration préalable au Collège envoyée au moins deux mois avant son ouverture.

Section 5 - Carnaval

Article 28

Les personnes qui, pendant le carnaval, se montreront masquées ou travesties dans les rues, places et lieux publics ne pourront porter ni bâtons, ni aucune arme quelconque.

Article 29

Nul ne peut prendre un déguisement pouvant porter atteinte aux bonnes mœurs, aux égards dus aux cultes ou aux autorités publiques, ou qui serait de nature à troubler l'ordre public d'une manière quelconque.

Article 30

a) Il est interdit de déverser, sur les personnes ainsi que sur la voie publique toute autre matière que des confettis et serpents ;

b) Il est défendu aux personnes masquées ou travesties d'insulter le public et de se permettre la moindre attaque ou de s'introduire par la violence dans les boutiques ou dans les maisons ;

c) Défense est également faite aux passants de molester ou d'invectiver les personnes masquées.

Article 31

Il est défendu de chanter dans les rues, lieux et places publics, etc., des chansons obscènes ou contenant des propos injurieux ou personnels contre qui que ce soit.

Article 32

Les personnes masquées ne peuvent vendre ou distribuer dans les rues, places et autres lieux publics, des chansons ou écrits quelconques sans une autorisation du Bourgmestre.

Article 33

Hors le temps du carnaval, nul ne peut se montrer masqué ou travesti dans les rues.

Toutefois, le Collège des Bourgmestre et Échevins pourra autoriser des bals masqués et travestis.

Les personnes qui assisteront à ces bals pourront, étant masquées, traverser les rues pour s'y rendre et en revenir, mais seulement après sept heures du soir et avant six heures du matin du jour suivant.

Article 34

Suivant les circonstances et pour des raisons dont il sera juge, le Collège des Bourgmestre et Échevins pourra interdire pendant le carnaval la circulation dans les rues des personnes masquées ou travesties. Néanmoins, il devra, dans les vingt-quatre heures, faire approuver sa décision par le Conseil

Section 6 - Gens du voyage – campeurs - forains

Article 35 - Gens du voyage

§1er. Les personnes qui séjournent habituellement dans des demeures ambulantes (roulottes, caravanes...) leur servant de logement et qui désirent stationner sur le territoire de la Ville sont tenues d'en avvertir le Bourgmestre au plus tard le jour de leur arrivée.

§2. Celles-ci ne pourront stationner sur le territoire de la ville que moyennant autorisation expresse délivrée par le bourgmestre ou son délégué.

§3. Si l'autorisation vise un terrain privé, elle devra être délivrée en accord avec le propriétaire.

§4. L'acte d'autorisation déterminera la date de départ, le lieu d'installation, le nombre de caravanes autorisées, les conditions de séjour et les mesures à prendre en matière de salubrité.

§5. A défaut d'autorisation, en cas d'infraction aux conditions imposées dans l'autorisation ou lorsque la sécurité, la salubrité ou la tranquillité publiques sont menacées, le Bourgmestre pourra ordonner l'expulsion des contrevenants.

Article 36 - Forains – campeurs

§ 1. - Sauf cas de force majeure ou autorisation préalable et écrite du Bourgmestre :

1° - Les campeurs, habitants de roulottes, caravanes, etc. ne peuvent stationner sur les terrains du domaine public de la ville, sauf ceux spécialement aménagés à cet effet.

Néanmoins, même dans ce cas, le bourgmestre peut ordonner le départ de ceux d'entre eux qui mettent en danger la salubrité et/ou la sécurité publique ou qui, par leur comportement, sont une source de dérangements pour la population.

2° - Tout groupe de campeurs qui s'installe est tenu d'en informer la police dès son arrivée. Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables lorsque les campeurs stationnent sur un terrain spécialement aménagé, par la Ville, à leur intention. Dans ce cas, les utilisateurs doivent se conformer au règlement particulier qui en régit l'utilisation. Le Bourgmestre peut ordonner que ceux d'entre eux qui mettent en danger la sécurité, la tranquillité ou la salubrité publique quittent immédiatement les lieux.

§ 2. – Tout groupe de forains qui s'installe est tenu d'en informer la police dès son arrivée. Cette disposition n'est pas applicable lorsque les forains stationnent sur un terrain spécialement aménagé par la ville à leur intention. Dans ce cas, les forains doivent se conformer au règlement particulier qui en régit l'utilisation. Le Bourgmestre peut ordonner le départ de ceux d'entre eux qui mettent en danger la sécurité, la tranquillité ou la salubrité publique.

Article 37 – Libre accès à la police

La police a, en tout temps, accès aux terrains sur lesquels les roulottes, caravanes... sont autorisées à stationner. En cas d'infraction aux conditions imposées dans l'autorisation, et indépendamment des peines prévues par le présent règlement, le Bourgmestre peut décider de l'expulsion des contrevenants.

Article 38 – Camps de vacance

§1. – Nul ne peut mettre à disposition des bâtiments, parties de bâtiments ou terrains pour l'établissement de camps de vacances sans avoir obtenu préalablement l'agrément du Collège échevinal pour chaque bâtiment ou terrain concerné.

L'agrément délivré par le Collège échevinal pour une durée de trois ans fixera le nombre maximal de participants à un camp pour chaque terrain ou bâtiment et en attestera la conformité aux conditions fixées ci-après.

Dans le cas d'hébergement dans un bâtiment ou partie de celui-ci, le bâtiment doit répondre aux normes requises en matière de prévention d'incendie et d'installations électriques ou de gaz. La conformité du bâtiment en matière de prévention incendie sera attestée par un rapport du Commandant du Service d'incendie compétent. La conformité des installations électriques et de gaz sera attestée par un organisme de contrôle agréé. En outre, des équipements sanitaires nécessaires à une hygiène convenable

doivent être mis à la disposition des vacanciers en nombre suffisant.

Le terrain destiné au bivouac ne peut se situer dans un rayon de moins de cent mètres par rapport à un captage d'eau potable. En outre, nonobstant les dispositions de code forestier et du code rural, tout bivouac est interdit dans les forêts et à moins de cent mètres des zones classées R et N au plan de secteur. Il est rappelé que tous feux sont interdits à moins de cent mètres de toute forêt ou habitation.

§2. – Pour l'application du présent paragraphe, on entend par bailleur la personne qui, en étant propriétaire ou preneur à bail, met un bâtiment, une partie de bâtiment et/ou un terrain à la disposition d'un groupe de vacanciers, que ce soit à titre gratuit ou onéreux.

Le bailleur est tenu de conclure avec une personne majeure responsable agissant solidairement au nom du groupe un contrat de location et de souscrire, avant le début du camp et pour toute la durée de celui-ci, une assurance en responsabilité civile pour le bâtiment et/ou terrain concerné.

Le bailleur veillera à ce que l'enlèvement des déchets et l'évacuation des eaux usées se fassent de manière à prévenir toute pollution, notamment en veillant, solidairement avec le locataire en cas de défaillance de celui-ci, à ce que les déchets soient conditionnés selon le règlement en vigueur pour la collecte des déchets et d'éviter en tout temps leur dispersion et à ce que les WC non reliés au réseau public d'égouts soient vidés dans une fosse d'une capacité suffisante pour en recueillir le contenu et être recouverte d'une couche d'au moins cinquante centimètres de terre.

Le bailleur communiquera à la police locale, à l'administration communale et aux services d'incendie avant le début du camp l'emplacement de celui-ci, le moment exact de l'arrivée du groupe et la durée du camp, le nombre de participants et les coordonnées du responsable du groupe, y compris un numéro de téléphone portable où il est peut être joint à tout moment.

Un règlement de camp sera dressé par le bailleur et remis au locataire au moment de la signature du contrat de location et comportera au moins les données relatives aux points suivants :

- a) le nombre maximal de participant tel que fixé dans l'agrégation ;
- b) l'alimentation en eau potable et les installations sanitaires ;
- c) la nature et la situation des moyens de lutte contre l'incendie ;
- d) la nature et la situation des installations culinaires ;
- e) les endroits où peuvent être allumés des feux (à plus de 100 m des habitations et des forêts) ;
- f) les prescriptions en matière d'emplacement, de conditionnement, de transport et d'élimination des déchets solides et liquides ;
- g) les prescriptions en matière d'installation, nettoyage, enlèvement et vidange des WC, fosses ou feuillées ;
- h) les prescriptions relatives à l'usage d'appareils électriques, installations au gaz et moyens de chauffage ;

- i) les modalités d'utilisation d'un téléphone situé dans les environs immédiats du camp ;
- j) l'adresse et le numéro de téléphone des services suivants : service 100, médecins, hôpitaux, police, parc à conteneurs, cantonnement et garde forestier du triage concerné.

§3. – dans le présent paragraphe, on entend par locataire, la (les) personne(s) majeure(s) responsable(s) qui, solidairement au nom du groupe, passe(nt) un accord avec le bailleur concernant la mise à disposition du bâtiment ou terrain pendant la durée du camp de vacances.

Le locataire est tenu de contacter le garde forestier du triage concerné avant l'organisation d'activités dans les bois soumis au régime forestier, de manière à connaître les zones de plantations ou d'exploitations forestières, les jours de chasse, les zones d'accès libre ou d'intérêt biologique, etc.

Au moins un mois avant le début du camp et pour le 1^{er} mai au plus tard pour les camps d'été, le locataire est tenu d'obtenir du chef de cantonnement de la D.G.R.N.E., via le garde forestier du triage concerné, l'autorisation d'utiliser les aires forestières dans les bois soumis au régime forestier et ceci à quelque fin que ce soit : ramassage de bois morts, feux, constructions, jeux diurnes ou nocturnes... Il veillera au respect strict des périmètres de jeux autorisés dans les forêts.

Le locataire est responsable du respect du présent règlement général de police sur le site du camp par le groupe qu'il représente et notamment en ce qui concerne la lutte contre le bruit, la protection de l'environnement et le ramassage des immondices. Il veillera à ce que les fosses ou feuillées soient recouvertes d'au moins cinquante centimètres de terre au plus tard le jour de la fin du camp.

Le locataire veillera à ce que tous les risques et dangers liés au camp soient couverts de façon adéquate par une assurance en responsabilité civile. Il veillera en outre à la bonne extinction des feux.

Lors de leurs déplacements hors du camp, les enfants de moins de douze ans porteront une carte de signalement indiquant leur identité ainsi que l'emplacement du camp dans lequel ils séjournent. Ils ne peuvent se trouver au camp sans la présence d'un adulte responsable.

Section 7 - Jeux

Article 39 – Jeux dangereux

Sans préjudice des lois et réglementations relatives aux stands de tir ou aux autres jeux, il est défendu, dans des lieux privés ou publics, de se livrer à des jeux de nature à compromettre la sécurité et la tranquillité publiques.

Article 40 – Jeux sur la voie publique

Excepté pour les mouvements de jeunesse ou organismes reconnus par la Communauté française et sous la responsabilité de ceux qui ont la garde des enfants, toute personne s'abstiendra de mettre sur pied des jeux organisés sur la voie publique, sans autorisation préalable et écrite de l'autorité communale compétente. Des enfants qui joueraient sur la voie publique le feraient à leurs risques et périls sous la responsabilité des parents ou des personnes assumant l'autorité parentale.

Article 41 – Sauts à l'élastique

Sans préjudice de l'Arrêté Royal portant organisation des divertissements extrêmes, l'organisation sur le territoire communal de manifestations de sauts "à l'élastique" parfois dénommés "benji" ou de métiers forains présentant des risques similaires n'est permise que moyennant autorisation préalable et écrite du Bourgmestre qui en fixe chaque fois les conditions de praticabilité.

Article 42 – Modules de jeux

§1er. Les engins de jeux mis à la disposition du public dans les plaines ou terrains de jeux communaux doivent être utilisés de manière telle que la sécurité et la tranquillité publique ne soient pas compromises. Les enfants de moins de 7 ans non accompagnés de la personne chargée d'assurer leur garde peuvent être interdits d'accès aux jeux.

§2. Sauf disposition légale expresse, la commune n'est pas responsable des accidents survenus sur une aire de jeux communale.

Article 43 – Plaines de jeux privées

Les propriétaires et exploitants de plaines ou terrains de jeux privés ne peuvent proposer au public des jeux et engins divers, susceptibles de compromettre la sécurité publique et sont tenus de les maintenir en bon état, conformément à la réglementation en vigueur dans les plaines de jeux publiques.

Section 8 - Terrains et immeubles bâtis ou non, abandonnés ou inoccupés - Puits - Carrières - Sablonnières – Excavations

Article 44 – Obligations des propriétaires

§1er. Les propriétaires et/ou les occupants d'un immeuble bâti ou non et/ou ceux qui en ont la garde ou la gestion, doivent prendre toutes mesures afin d'éviter que leur bien présente un danger pour la sécurité, la tranquillité et la salubrité publiques.

§2. Les propriétaires doivent veiller :

- à ce que le bon état des terrains non bâtis ainsi que des parties non bâties des propriétés soit assuré en tout temps. La végétation qui y pousse doit obligatoirement être entretenue afin qu'elle ne menace pas la propreté ni la sécurité publique ;
- à maintenir leur bien en harmonie avec le voisinage, particulièrement quand l'immeuble est inoccupé ;

- à éviter toute dégradation telle que des vitres brisées, portes défoncées, toiture ou clôture endommagées... donnant une apparence d'abandon à leur bien ;

- à éviter que des animaux nuisibles tels que les pigeons, rats, souris ne puissent s'installer au sein de leurs immeubles ;

- à condamner toutes les ouvertures des immeubles non occupés de manière à prévenir les incendies ou l'installation de personnes non autorisées par le propriétaire ;

- à déclarer à l'administration communale toute infection de champignons appelés « mэрule » ou toute infection d'insectes, de larves ou de termites et de prendre toutes les mesures utiles pour combattre ces infections.

§3. Les propriétaires, locataires, habitants ou responsables à un titre quelconque de biens immobiliers doivent s'assurer que les installations et appareils dont ceux -ci sont équipés, soient en parfait état de conservation, d'entretien et de fonctionnement de manière à ne pas constituer une menace pour la sécurité publique.

§4. Lorsque les dispositifs de publicité ou leur support présentent du danger ou un aspect malpropre par défaut d'entretien, le bourgmestre peut exiger la remise en état ou l'enlèvement.

Article 45 – Risques de chute

Le propriétaire d'un immeuble bâti et/ou son occupant et/ou celui qui en a la garde est tenu de prendre toutes mesures adéquates afin de munir d'un système de fixation empêchant leur chute les objets déposés, accrochés ou suspendus à une fenêtre ou à toute autre partie extérieure de l'immeuble sur lequel il exerce ses droits.

Sans préjudice des dispositions légales ou réglementaires, il est défendu de placer sur les façades de bâtiments ou de suspendre en travers de la voie publique, des calicots, emblèmes et autres décors, sans autorisation préalable et écrite du bourgmestre, à l'exception des drapeaux européens, nationaux, régionaux, communautaires, locaux ou des drapeaux relatifs à une activité reconnue (événements sportifs, culturels, ...).

Tout objet placé en contravention au présent article doit être enlevé à la première injonction de la police, faute de quoi il est procédé d'office à son enlèvement par les services communaux, aux frais, risques et périls du contrevenant.

Article 46 - Des immeubles dont l'état met en péril la sécurité des personnes

Lorsque l'état des immeubles et des choses qui y sont incorporées met en péril la sécurité des personnes, le Bourgmestre :

§1er. Si le péril n'est pas imminent, fait dresser un constat par un maître de l'art et le notifie par recommandé postal au propriétaire de l'immeuble et/ou à son occupant et/ou à celui qui en a la garde.

En même temps, le Bourgmestre enjoint l'intéressé de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour faire disparaître les risques d'accident.

Dans le délai imparti, l'intéressé fait part au Bourgmestre de ses observations à propos du constat et précise les mesures définitives qu'il se propose de prendre pour éliminer le péril.

A défaut de ce faire ou si les mesures proposées sont insuffisantes, le Bourgmestre ordonne à l'intéressé les mesures adéquates et il fixe le délai dans lequel elles doivent être exécutées.

§2. Si le péril est imminent, le bourgmestre prescrit d'office les mesures à prendre en vue de préserver la sécurité des personnes.

§3. En cas d'absence du propriétaire de l'immeuble et/ou de son occupant et/ou de celui qui en a la garde ou, lorsque ceux-ci restent en défaut d'agir, le Bourgmestre fait procéder d'office et à leurs frais, risques et périls à l'exécution desdites mesures.

Article 47 – Puits et excavations

§1er. Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires, et pour autant que des conditions particulières d'exploitation prévues dans les dispositions précitées n'aient pas été prises, les puits et excavations ne peuvent être laissés ouverts de manière à présenter un danger pour les personnes et pour les animaux.

§2. Le Bourgmestre peut imposer aux propriétaires des biens visés et/ ou à leurs occupants et/ ou à ceux qui en ont la garde de prendre les mesures pour empêcher l'accès aux lieux.

§3. A défaut par eux de s'exécuter dans le délai imparti, il y est procédé d'office par la commune à leurs frais, risques et périls.

Section 9 - Théâtres - Cinémas - Cirques - Salles de spectacles – Salle de réunions - Spectacles dans les lieux publics – Chapiteaux

Article 48 – Accès à la scène

Dans les théâtres, cinémas, cirques, salles de spectacles, salles de sport, chapiteaux, sur les podiums dans les lieux publics, l'accès à la scène et aux installations techniques est interdit à toute personne qui n'y est pas appelée par des raisons de service ou de spectacle.

Article 49 – Engins et appareils

Les accessoires techniques et objets de décoration nécessaires au spectacle sont accrochés aux parois ou suspendus aux plafonds ou aux tringles surplombant les spectateurs et artistes par un système fiable de fixation empêchant leur chute et résistant au feu pendant au moins une demi-heure. Ils sont placés sous la surveillance et la responsabilité du régisseur ou du responsable technique qui veille à ce qu'il en soit fait un emploi prudent.

Article 50 – Perturbateurs

Toute personne s'abstiendra de gêner la vue des spectateurs, d'interpeller ou d'apostropher les artistes et de troubler le spectacle de quelque façon que ce soit, notamment par le jet d'objets quelconques ou par l'usage de moyens de téléphonie

mobile. Sans préjudice d'autres poursuites, la police peut expulser le perturbateur.

Article 51 – Distribution ou vente de produits potentiellement dangereux

Dans les théâtres, cinémas, cirques, salles de spectacles, chapiteaux, spectacles en plein air, toute personne s'abstiendra de procéder à la distribution ou à la vente de produits ou matières potentiellement dangereux lorsque leur utilisation compromet la sécurité publique.

Section 10 - Commerces de nuit

Article 52 – Interdictions - Obligations

§1er. Sans préjudice des dispositions de l'arrêté-Loi du 14/11/1939 relatif à la répression de l'ivresse et des dispositions de la loi du 28/12/1983, les commerces généralement ouverts au-delà des heures habituelles de travail (friteries, snacks, pitta's, night shop, ...) ne peuvent servir de l'alcool à des mineurs d'âge.

§2. Ces commerces sont tenus de prendre leurs dispositions afin de garantir à proximité immédiate de leur établissement :

1. la tranquillité publique des voisins et de l'espace public ;
2. le passage sur la voie publique ;
3. la propreté du domaine public et du voisinage conformément au chapitre cinquième du présent règlement.

Le collège pourra prononcer la suspension administrative ou le retrait administratif de l'autorisation d'exploitation si son titulaire ne respecte le présent règlement. Le Bourgmestre pourra, indépendamment des peines prévues par le présent règlement, ordonner la fermeture immédiate du commerce en cas de troubles de l'ordre public.

Section 11 : exploitation de bars à serveurs/serveuses, de clubs à hôtesses et d'établissements érotiques

Article 52bis : définitions

Au sens du présent règlement, il convient d'entendre par :

Bar à serveurs/serveuses : l'établissement avec vitrine dans lequel se trouvent une ou plusieurs personnes poussant à la consommation et s'exposant à la vue des passants.

Club à hôtesses : l'établissement sans vitrine dans lequel se trouvent une ou plusieurs personnes poussant à la consommation.

Personne poussant à la consommation : toute personne travaillant dans un établissement en tant que tenancier, tenancière, serveur, serveuse, barman, barmaid, chanteur, chanteuse, danseur, danseuse, entraîneur, entraîneuse, etc., et qui favorise directement ou indirectement le commerce de l'exploitant, dans un climat touchant à l'excitation sexuelle, soit en consommant avec les clients, soit en provoquant la consommation de toute autre manière que par le service normal des clients ou par le seul exercice du chant ou de danse.

Etablissement érotique : l'établissement avec ou sans signe extérieur, accessible au public et occupant une ou plusieurs

personnes qui ont pour activités de favoriser l'excitation sexuelle du client et de s'adonner à la débauche et/ou à la prostitution.

Article 52ter : interdictions

L'exploitation d'un bar à serveurs/serveuses est interdite sur le territoire de la Ville d'Arlon.

L'exploitation d'un club à hôtesse ou d'un établissement érotique est interdite sur le territoire de la Ville d'Arlon, à l'exception des routes périphériques régionales N4, 81, 82, 83, 40, 882 et 844.

L'exploitation sera soumise à l'autorisation préalable du Collège communal qui tiendra compte de la densité d'habitat entourant l'exploitation projetée.

Article 52quater : déclarations

Préalablement à la cession ou la reprise d'exploitation d'un club à hôtesse ou d'un établissement érotique non-visé par l'interdiction, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration, par écrit, à Monsieur le chef de corps de la Police locale. Cette formalité devra être accomplie un mois avant la cession ou la reprise de l'établissement.

Préalablement à toute activité d'une personne travaillant dans un club à hôtesse ou un établissement érotique non-visé par l'interdiction, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration, par écrit, à Monsieur le Chef de corps de la Police locale. Cette déclaration contient :

- l'identité de la personne travaillant dans ledit établissement. Les documents devront être présentés de manière à vérifier l'identité de cette personne ainsi que la validité de son séjour dans le Royaume ;
- la date d'arrivée de la personne dans l'établissement ;
- la localisation de l'établissement dans lequel la personne exercera son activité et son horaire de prestation.

De même, l'exploitant est tenu d'avertir Monsieur le Chef de corps de la Police locale de la cessation d'activité de toute personne travaillant dans l'établissement.

Article 52quinquies : sanctions

Les contrevenants aux dispositions de la présente section seront passibles de la sanction administrative de fermeture provisoire ou définitive conformément à l'article 119bis §2 de la Nouvelle Loi communale.

CHAPITRE TROISIEME - De la sécurité et de la commodité de passage sur le domaine public

Section 1 – Obstacles

Article 53 – Obstacles

§1er. – Toute personne s'abstiendra de placer tout objet sur la voie publique sans autorisation préalable et écrite délivrée par l'autorité compétente.

§2. - La commune peut procéder d'office et aux frais du contrevenant à l'enlèvement de tout objet placé illicitement sur la voie publique.

§3. – Cette mesure d'office, sans préjudice de l'amende administrative pouvant être infligée dans ces cas, s'applique notamment aux véhicules, remorques, panneaux publicitaires et engins divers présents sur la voie publique qui mettraient en péril la sécurité publique et la commodité de passage des usagers, en particulier des piétons, ou lorsqu'ils empêchent les riverains d'accéder normalement à la voie publique, ou encore lorsqu'ils empêchent l'accès normal (entrée, passage ou sortie) des riverains, visiteurs ou fournisseurs à une propriété.

Section 2 – Utilisations privatives et occupation

Article 54 - Utilisations privatives et occupation du domaine public

Est interdite, sauf autorisation préalable et écrite délivrée par le Collège, toute utilisation privative ou occupation, temporaire ou permanente, du domaine public, au niveau du sol ou au-dessus ou en dessous de celui-ci et de nature à porter atteinte à la sûreté ou la commodité du passage.

Article 55 – Utilisations privatives et occupation temporaires et permanentes

Par utilisation privative ou occupation temporaire, il faut entendre les installations d'une durée n'excédant pas 15 jours et dont l'enlèvement peut se faire d'un moment à l'autre. Les utilisations privatives qui ne correspondent pas à cette définition sont des occupations permanentes.

Article 56 – Bénéficiaires d'une autorisation

Tout bénéficiaire de l'autorisation prévue à l'article 54 est tenu d'observer les conditions énoncées par le présent règlement ou l'arrêté d'autorisation.

Article 57 – Précarité de l'autorisation

Toute autorisation est toujours accordée à titre précaire, qu'il s'agisse d'une utilisation privative ou d'une occupation temporaire ou permanente.

Elle peut être modifiée ou retirée unilatéralement dès que l'intérêt général l'exige, par l'autorité qui l'a accordée.

Article 58 – Retrait d'une autorisation

Lors du retrait de l'autorisation, l'impétrant est tenu de s'exécuter dans le délai prescrit et de remettre les lieux dans leur état primitif. Il doit s'exécuter à ses frais et n'a droit à aucune indemnité de ce chef.

Article 59 – Passage des piétons

Toute utilisation privative ou occupation du domaine public, temporaire ou permanente, devra permettre le passage aisé des

piétons. S'il s'agit d'une utilisation privative ou d'une occupation du trottoir, une distance minimale d'un mètre devra être laissée libre à cet effet, soit côté façade de l'établissement ou entre la construction et le bord de la chaussée.

L'arrêté d'autorisation situera l'endroit du passage réservé aux piétons qui ne pourra être inférieur à un mètre ou fixera une distance supérieure lorsque la sécurité ou la commodité de l'usage collectif l'exige.

Article 60 – Aire de stationnement

Lorsque l'occupation du domaine public sollicitée se fera au-delà des limites du trottoir, dans l'aire de stationnement, l'installation pourra éventuellement être autorisée par l'autorité compétente pour autant qu'un passage d'un mètre minimum soit maintenue sur le trottoir le long de la façade de l'établissement ou si ce passage doit être créé du côté du courant de circulation, il s'agira d'un trottoir continu saillant par rapport aux infrastructures existantes, aisément praticable, d'au moins un mètre de large et protégé.

Article 61 – Trottoirs inférieurs à 2,5 mètres

Lorsque la largeur du trottoir n'atteint pas 2,5 mètres et s'il côtoie directement le courant de la circulation, il ne pourra être envisagé de placement de terrasse mais bien d'un étalage pourvu que ledit passage d'un mètre de large réservé aux piétons soit respecté.

Article 62 – Longueur des constructions

Les constructions autorisées conformément à l'article 45 du présent règlement pourront être aménagées sur toute la longueur du bâtiment auquel elles se rattachent.

Article 63 – Signalisation des constructions

Les constructions autorisées conformément à l'article 54 du présent règlement ne pourront gêner la vue sur la voie publique et seront signalées conformément à l'A.M. du 25 mars 1977.

Article 64 – Store

L'espace ombreux ne pourra être créé que par le déploiement d'un store solaire dont les dimensions maximum seront limitées à 50 cm en deçà de la bordure saillante du trottoir avec un passage libre d'au moins 2,5 mètres au-dessus du niveau du trottoir. Ce store ne pourra constituer un danger ou une nuisance pour la circulation.

Article 65 - Terrasses

a. les balustrades des terrasses présenteront une stabilité et une résistance aux assauts d'un enfant en bas âge ;

b. les parois latérales ne présenteront aucune saillie dangereuse ;

c. l'ancrage au sol de quelque élément que ce soit de la structure de la terrasse est interdit ;

d. l'ancrage au sol de quelque élément que ce soit de la structure de la terrasse est interdit ;

e. le placement d'enseigne sur ces terrasses sera interdit ;

f. en aucun cas, le dispositif ne pourra obturer les accès aux ventilations des caves, chaufferies, locaux où se situent des compteurs à gaz.

Article 66 – Chauffage des terrasses

Les terrasses et les autres installations ne peuvent être chauffées que par des appareils qui évacuent leurs produits de combustion à l'air libre conformément aux dispositions du R.G.P.T.

Article 67 – Zone piétonne et périmètre de rénovation urbaine

Dans la zone piétonne et l'entièreté du périmètre de rénovation urbaine, l'établissement d'une terrasse sera soumis aux conditions supplémentaires suivantes :

- la terrasse sera constituée de mobilier mobile ;

- la pose d'un plancher est exclue ;

- la terrasse doit être limitée à 50 cm du filet d'eau étant donné que la zone piétonne doit pouvoir servir de voie de délestage et ne pas être encombrée.

Article 68 – Marché hebdomadaire

Dans la zone de déballage du marché, c'est à l'autorité compétente, au cas par cas, de déterminer si la pose d'un plancher peut être autorisée et dans ce cas, imposer un dispositif permettant un démontage rapide des balustrades pour une utilisation optimale de l'espace par les commerçants ambulants les jours de marché.

Article 69 – Dossiers de pièces

Pour les constructions autorisées conformément à l'article 54 du présent règlement, les demandes d'autorisation doivent être accompagnées d'un plan en trois exemplaires, indiquant outre la situation et l'implantation, les vues en plan et en élévation à l'échelle 1/50^{ème}, les matériaux retenus, ainsi qu'une perspective axonométrique et une coupe.

Article 70 – Enquête administrative

Avant la délivrance de l'autorisation, le Collège fera procéder à une enquête administrative notamment quant à la situation des voisins.

Article 71 – Enlèvement en cas d'infraction

Toute construction érigée sur le domaine public, en infraction aux dispositions du présent règlement ou de l'arrêté d'autorisation sera immédiatement enlevée par l'impétrant. A

défaut pour celui-ci de satisfaire à l'ordre qui lui sera donné et dans le délai prescrit, l'enlèvement de la construction sera exécuté d'office à ses frais.

Section 3 – Vente ambulante

Article 72 – Vente ambulante

Le Bourgmestre peut, lors des fêtes et cérémonies publiques ou en toutes autres circonstances, interdire momentanément le commerce ambulante et le colportage dans les voies publiques où il juge que l'exercice de ces professions peut entraver ou gêner la circulation ou compromettre l'ordre et la sécurité publics.

Section 3bis - Ventes de Fleurs à l'occasion du 1^{er} mai et de la fête des mères

[Décision du Conseil communal du 29 janvier 2008]

Art. 72bis - Autorisation d'occupation du domaine public

L'occupation d'un emplacement situé sur le domaine public est toujours soumise à l'autorisation préalable de la commune. La vente de fleurs sera autorisée sur les emplacements et durant les jours et heures identifiés à l'article 6.

L'autorisation est accordée pour les jours considérés conformément à l'article 7 du présent règlement. Le présent règlement ne porte pas préjudice à la compétence du Collège communal d'octroyer des permissions de voirie aux commerçants qui souhaiteraient occuper temporairement l'espace public situé devant leur établissement.

Art. 73ter - Personnes auxquelles des emplacements peuvent être attribués

Les emplacements sur les marchés publics sont attribués :

- soit aux personnes physiques qui exercent une activité ambulante pour leur propre compte et qui sont titulaires de l'autorisation patronale;
- soit aux personnes morales qui exercent la même activité; les emplacements sont attribués à ces dernières par l'intermédiaire d'une personne assumant la responsabilité de leur gestion journalière, qui est titulaire de l'autorisation patronale.

Les emplacements peuvent également être attribués aux responsables des opérations de vente sans caractère commercial visées à l'article 7 de l'arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et l'organisation des activités ambulantes.

Art. 72quater - Dossiers de demande

Les demandes d'emplacement seront formulées par écrit envoyé par voie postale à l'adresse du Collège communal d'Arlon, Hôtel de Ville, Rue Paul Reuter 8 à 6700 Arlon. Sous peine de nullité, la lettre de demande indiquera clairement :

- les coordonnées postales et téléphoniques du demandeur,
- la profession du demandeur ou, s'il s'agit d'une personne morale, son objet social,

- le ou les emplacements demandés,
- si la demande concerne le 1^{er} mai ou la fête des mères,

et sera accompagnée :

- d'une photocopie de la carte d'identité du demandeur ou de la personne assumant la responsabilité de la gestion journalière de la personne morale au nom de laquelle la demande est formulée,
- d'une photocopie de l'autorisation patronale.

Les candidats à l'occupation d'un emplacement peuvent postuler pour trois emplacements au maximum, l'ordre dans lequel les emplacements sont mentionnés dans la demande étant réputé ordre de préférence. Il ne sera jamais attribué qu'un seul emplacement par demandeur.

Un dossier de demande ne pourra considérer que l'une des deux fêtes. Un candidat pourra cependant postuler pour les deux fêtes à condition de déposer deux dossiers de demande.

Art. 72quinquies - Occupation des emplacements

Les emplacements attribués aux personnes visées à l'article 2 du présent règlement peuvent être occupés :

- 1° par la personne physique titulaire de l'autorisation patronale à laquelle l'emplacement est attribué ;
- 2° par le (ou les) responsable(s) de la gestion journalière de la personne morale à laquelle l'emplacement est attribué, titulaire(s) de l'autorisation patronale ;
- 3° par les associés de fait de la personne physique à laquelle l'emplacement est attribué, titulaires de l'autorisation patronale pour l'exercice de l'activité ambulante en propre compte ;
- 4° par le (ou la) conjoint(e) ou le (ou la) cohabitant(e) légal(e) de la personne physique à laquelle l'emplacement est attribué, titulaire de l'autorisation patronale pour l'exercice de l'activité ambulante en propre compte ;
- 5° par le démonstrateur, titulaire d'une autorisation patronale, auquel le droit d'usage de l'emplacement a été sous-loué conformément à l'article 72 (3) du présent règlement ainsi que par le démonstrateur titulaire de l'autorisation de préposé A ou B exerçant l'activité pour compte ou au service de la personne à laquelle l'emplacement a été attribué ou sous-loué ;
- 6° par les personnes titulaires de l'autorisation de préposé A ou de l'autorisation de préposé B, qui exercent l'activité ambulante pour le compte ou au service des personnes physiques ou morales visées aux 1° à 4°.

Les personnes visées aux 2° à 6° peuvent occuper les emplacements attribués ou sous-loués à la personne physique ou morale pour le compte ou au service de laquelle elles exercent l'activité, en dehors de la présence de la personne à laquelle ou par l'intermédiaire de laquelle l'emplacement a été attribué ou sous-loué.

Les personnes qui réalisent des ventes sans caractère commercial visées à l'article 7 de l'arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et l'organisation des activités ambulantes, peuvent occuper l'emplacement attribué à la personne responsable de l'opération ; le cas échéant, elles peuvent l'occuper en dehors de la présence de celle-ci.

Art. 72sexies - Identification

Toute personne qui exerce une activité ambulante sur l'un des emplacements autorisés doit s'identifier auprès des consommateurs au moyen d'un panneau lisible, placé ostensiblement sur son étal ou son véhicule.

Ce panneau comporte les mentions suivantes :

1° soit le nom et le prénom de la personne qui exerce une activité en personne physique pour son propre compte ou pour le compte de laquelle ou au service de laquelle l'activité est exercée ; soit le nom et le prénom de la personne qui assume la responsabilité journalière de la personne morale ou pour le compte de laquelle ou au service de laquelle l'activité est exercée ;

2° la raison sociale de l'entreprise et/ou sa dénomination commerciale ;

3° selon le cas, la commune du siège social ou du siège d'exploitation de l'entreprise et si le siège de l'entreprise n'est pas situé en Belgique, le pays et la commune dans lesquels il est situé ;

4° le numéro d'inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises ou l'identification qui en tient lieu, lorsque l'entreprise est étrangère.

Art. 72septies -emplacements, jours et heures autorisés

L'exercice d'activités ambulantes sur le domaine public à l'occasion du 1^{er} mai et de la fête des mères est admis aux emplacements suivants :

- 1° devant le cimetière d'Arlon
- 2° bas de la Rue de Neufchâteau
- 3° Place des Chasseurs Ardennais
- 4° carrefour du Lidl
- 5° Route de Bouillon
- 6° Carrefour de la Spetz
- 7° Place de l'Yser

L'endroit exact de l'emplacement sera précisé sur un plan annexé à la décision d'attribution de l'emplacement. Le titulaire de l'autorisation d'occupation sera tenu de se conformer strictement à ce plan sous peine de déchéance immédiate. Ces emplacements ne pourront être occupés que la veille du premier mai et le premier mai de 7 heures 30 à 21 heures, et les samedi et dimanche du week-end de la fête des mères durant les mêmes heures.

Art. 72octies - Attribution des emplacements situés sur les lieux visés à l'article 6

Les emplacements sont attribués selon l'ordre chronologique des demandes en fonction du lieu souhaité. Le cachet de la poste fera foi de la date de la demande. Les demandes antérieures au 15 mars de l'année pour laquelle un emplacement est sollicité, ne seront pas prises en considération.

Lorsque deux ou plusieurs demandes d'emplacement sont introduites simultanément, l'ordre d'attribution est déterminé par tirage au sort.

La personne à laquelle un emplacement est attribué reçoit de la commune un document mentionnant son identité, le genre de produits qu'elle est autorisée à vendre sur cet emplacement, le lieu de l'emplacement, la date et la durée de la vente.

Art. 72nonies - Redevance

Les titulaires d'un emplacement identifié à l'article 5 sont tenus au paiement de la redevance pour occupation d'emplacement sur les marchés et en d'autres endroits du domaine public, conformément au règlement-redevance y relatif.

Lorsque le paiement de la redevance pour le droit d'usage de l'emplacement s'effectue de la main à la main, il donne lieu à la délivrance immédiate d'un reçu mentionnant le montant perçu.

Art. 72decies - Personnes chargées de l'organisation pratique des activités ambulantes

Les personnes chargées de l'organisation pratique des activités ambulantes sur le domaine public, dûment commissionnées par le bourgmestre ou son délégué, sont habilitées, dans l'exercice de leur mission, à vérifier le titre d'identité et l'autorisation d'exercice d'activités ambulantes ou, le cas échéant, le document visé à l'article 17, par. 4, de l'arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et à l'organisation des activités ambulantes.

Section 4 - Manifestations

Article 73 - Des manifestations, rassemblements et distributions sur la voie publique

§1er. Toute manifestation publique, tout rassemblement ou toute distribution organisés sur la voie publique, avec ou sans véhicule, de nature à encombrer la voie publique ou à diminuer la commodité et la sécurité de passage ne peuvent avoir lieu sans l'autorisation préalable et écrite du Bourgmestre ;

[Toute demande d'autorisation doit s'accompagner du formulaire « Dossier Sécurité » disponible soit via le site internet de la Ville d'Arlon, soit directement auprès de l'administration communale.] [Ajouté par décision du Conseil communal du 14 avril 2016]

§2. [La demande accompagnée du « Dossier Sécurité » parfaitement complété, doit être adressée par écrit au Bourgmestre au moins 60 jours calendrier avant la date prévue pour l'évènement.]

[Modifié par décision du Conseil communal du 14 avril 2016]

§3. Au cours de ces rassemblements ou manifestations, à l'exception des manifestations folkloriques dûment autorisées, toute personne s'abstiendra de se dissimuler le visage par le port d'un masque ou tout autre moyen.

§4. Pour autant qu'elles soient de mêmes types et caractéristiques, les manifestations publiques qui sont organisées par un même organisateur plusieurs fois par an dans le cadre d'un calendrier officiel préétabli peuvent faire l'objet de demande ou de notification collectives (championnat sportif, festival de concerts...)

§5. Selon l'ampleur ou la nature de la manifestation, le Bourgmestre peut convoquer une réunion de coordination regroupant l'organisateur, les responsables des services de police et de secours ainsi que toute personne ou tout organisme jugés utiles pour déterminer les mesures à prendre pour préserver l'ordre public ;

§6. [Le non-respect des obligations corrélatives à la demande d'autorisation préalable à une manifestation pourra entraîner l'interruption ou l'arrêt définitif de celle-ci sur décision du Bourgmestre.] [Modifié par décision du Conseil communal du 14 avril 2016]

Section 5 – Marchés publics

Article 74 – dispositions générales

§1^{er}. Les marchés publics suivants sont organisés sur le domaine public communal:

1° Marché Hebdomadaire

Lieu : Place Léopold, rue Léopold, rue du Palais de Justice, Place du Marchés aux légumes, Place Dr Hollenfeltz, Place Didier, Rue des Faubourg à partir du croisement avec la rue de Diekirch vers la Place Léopold, la grand rue entre le marché aux légumes et le croisement avec la rue Léopold,

Place des Chasseurs Ardennais (uniquement pour la vente d'animaux vivants)

Jour : le jeudi sauf jour férié

Horaire :

- Arrivée des Marchands abonnés, entre 05 heures et 07 heures 30.
- Placement des marchandises occasionnelles : entre 7 heures 30 et 8 heures
- Départs des véhicules non affectés à la vente : 8 heures
- Départ des marchands ambulants : 14 heures 30, sauf pour la Place Léopold où la place doit être libérée pour 14 heures au plus tard.

Liste et/ou plan des emplacements : Le Conseil communal donne compétence au Collège communal pour diviser le marché en emplacements, groupés en fonction de leur spécialisation, et en établir la liste et le plan. Le Collège communal est également compétent pour y apporter toutes les modifications nécessaires.

Les marchands abonnés sont tenus d'occuper leurs emplacements avant l'heure limite d'arrivée fixée pour le marché. Au-delà le placier est autorisé à disposer des places inoccupées et à y installer des marchands occasionnels.

2° Marché aux fleurs – tous les ans le 3^{ème} Samedi du mois d'avril.

Lieu : rue des faubourgs à partir du croisement avec la rue de Diekirch vers la Place Léopold jusqu'à la Place du Marché aux légumes et Place du Dr Hollenfeltz.

Jour : 3^{ème} samedi d'avril

Horaire :

- [Arrivée des Marchands ambulants, 01 heure] [modifié par décision du Conseil communal du 27 août 2019]
- Départs des véhicules non affectés à la vente : 8 heures
- Départ des marchands ambulants : 18 heures 30

Spécialisations : fleurs

Liste et/ou plan des emplacements : Le Conseil communal donne compétence au Collège communal pour diviser le marché en emplacements, groupés en fonction de leur spécialisation, et en établir la liste et le plan. Le Collège communal est également compétent pour y apporter toutes les modifications nécessaires.

Les marchands ne peuvent quitter le marché avant la fin officielle du marché, une dérogation peut toutefois être accordée par le placier lors de circonstances exceptionnelles.

3° Marché de l'Ascension

Lieu : Place Léopold, rue Léopold, rue du Palais de Justice, Place du Marchés aux légumes, Place Dr Hollenfeltz, Place Didier, Rue des Faubourg à partir du croisement avec la rue de Diekirch vers la Place Léopold, la Grand Rue entre la Place du marché aux légumes et le croisement avec la rue E. Lenoir, rue des Capucins.

Horaire :

- [Arrivée des Marchands abonnés entre 1 heure et 7 heures] [modifié par décision du Conseil communal du 27 août 2019]
- Placement des marchandises occasionnelles : entre 7 heures et 8 heures
- Départ des véhicules non affectés à la vente : 8 heures
- Départ des marchands ambulants : 18 heures 30

§2. Le Bourgmestre détermine toutes les mesures d'ordre et de police intérieures qu'il juge utiles et nécessaires pour le bon déroulement du marché.

Toute personne qui s'installe sur le marché public, ou autre partie quelconque de la voie publique est soumise au paiement d'une location pour l'emplacement qu'elle occupe. Dans le cas du marché, le tarif de la redevance est établi par le Conseil communal.

Si pour une cause quelconque, travaux d'utilité publique, événement calamiteux, circonstances exceptionnelles, le marché doit être déplacé en tout ou en partie, voire supprimé, le ou les marchands doivent se conformer strictement aux mesures prises à cet effet et ne pourront réclamer à quelque titre que ce soit, des indemnités sous ce rapport.

En tous temps et en ce qui concerne leurs installations et occupation sur le marché, les marchands devront se conformer aux décisions prises par l'administration et/ou son délégué.

La location a lieu aux risques et périls des locataires qu'ils soient à l'année ou à la semaine.

Article 75 – Attribution, occupation, cession et sous-location des emplacements

§1^{er}. Les emplacements sur les marchés publics sont attribués :

- soit aux personnes physiques qui exercent une activité ambulante pour leur propre compte et qui sont titulaires de l'autorisation patronale;
- soit aux personnes morales qui exercent la même activité; les emplacements sont attribués à ces dernières par l'intermédiaire d'une personne assumant la responsabilité de leur gestion journalière, qui est titulaire de l'autorisation patronale.

Les emplacements peuvent également être attribués, de manière occasionnelle, aux responsables des opérations de vente sans caractère commercial dites "ventes philanthropiques", dûment autorisées en vertu de l'article 7 de l'arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et l'organisation des activités ambulantes.

De manière à maintenir la diversité de l'offre, le nombre d'emplacements par entreprise est limité à 3 sous réserve que toutes les autres demandes individuelles aient pu être satisfaites.

Pour l'application du présent règlement, les courriers et les notifications devront être adressées à l'Hôtel de Ville, rue Paul Reuter, 8 à 6700 Arlon

§2. Attribution

Les emplacements attribués aux personnes visées au paragraphe 1^{er} du présent article peuvent être occupés :

1° par la personne physique titulaire de l'autorisation patronale à laquelle l'emplacement est attribué ;

2° par le (ou les) responsable(s) de la gestion journalière de la personne morale à laquelle l'emplacement est attribué, titulaire(s) de l'autorisation patronale ;

3° par les associés de fait de la personne physique à laquelle l'emplacement est attribué, titulaires de l'autorisation patronale pour l'exercice de l'activité ambulante en propre compte ;

4° par le (ou la) conjoint(e) ou le (ou la) cohabitant(e) légal(e) de la personne physique à laquelle l'emplacement est attribué, titulaire de l'autorisation patronale pour l'exercice de l'activité ambulante en propre compte ;

5° par le démonstrateur, titulaire d'une autorisation patronale, auquel le droit d'usage de l'emplacement a été sous-loué conformément à l'article 15 du présent règlement ainsi que par le démonstrateur titulaire de l'autorisation de préposé A ou B exerçant l'activité pour compte ou au service de la personne à laquelle l'emplacement a été attribué ou sous-loué ;

6° par les personnes titulaires de l'autorisation de préposé A ou de l'autorisation de préposé B, qui exercent l'activité ambulante pour le compte ou au service des personnes physiques ou morales visées aux 1° à 4°.

Les personnes visées aux 2° à 6° peuvent occuper les emplacements attribués ou sous-loués à la personne physique ou morale pour le compte ou au service de laquelle elles exercent l'activité, en dehors de la présence de la personne à laquelle ou par l'intermédiaire de laquelle l'emplacement a été attribué ou sous-loué.

Les personnes qui réalisent des ventes sans caractère commercial dans le cadre dites "ventes philanthropiques", dûment autorisées en vertu de l'article 7 de l'arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et l'organisation des activités ambulantes, peuvent occuper l'emplacement attribué à la personne responsable de l'opération ; le cas échéant, elles peuvent l'occuper en dehors de la présence de celle-ci.

§3. Identification

Toute personne qui exerce une activité ambulante sur un marché public doit s'identifier auprès des consommateurs au moyen d'un panneau lisible, placé ostensiblement sur son étal ou son véhicule.

Ce panneau comporte les mentions suivantes :

1° soit le nom et le prénom de la personne qui exerce une activité en personne physique pour son propre compte ou pour le compte de laquelle ou au service de laquelle l'activité est exercée ; soit le nom et le prénom de la personne qui assume la responsabilité journalière de la personne morale ou pour le compte de laquelle ou au service de laquelle l'activité est exercée ;

2° la raison sociale de l'entreprise et/ou sa dénomination commerciale ;

3° selon le cas, la commune du siège social ou du siège d'exploitation de l'entreprise et si le siège de l'entreprise n'est pas situé en Belgique, le pays et la commune dans lesquels il est situé ;

4° le numéro d'inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises ou l'identification qui en tient lieu, lorsque l'entreprise est étrangère.

§4. Modes d'attribution des emplacements

Les emplacements sur les marchés publics sont attribués soit par abonnement, soit au jour le jour.

Le nombre d'emplacements attribués au jour le jour représente minimum 5 % de la totalité des emplacements sur chaque marché public.

Parmi les emplacements à attribuer par abonnement, priorité est accordée aux démonstrateurs au sens de l'article 24, par. 1^{er}, al. 3, de l'arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et l'organisation des activités ambulantes, à concurrence de 5 % du nombre total des emplacements de chaque marché public.

§5. Attribution des emplacements au jour le jour

Les emplacements attribués au jour le jour le sont, s'il y a lieu en fonction de leur spécialisation, par ordre chronologique d'arrivée sur le marché.

Lorsqu'il n'est pas permis de déterminer l'ordre d'arrivée sur le marché de deux ou plusieurs candidats, l'octroi de l'emplacement se fait par tirage au sort.

[L'agent placier est habilité à indiquer l'emplacement qui peut être occupé par le candidat.] [modifié par décision du Conseil communal du 27 août 2019]

Les titulaires d'autorisation patronale sont présents en personne pour se voir attribuer un emplacement, conformément au §1^{er} du présent article.

[Pour se voir attribuer un emplacement au jour le jour, le candidat devra être en mesure de procurer à l'agent placier les mêmes informations et documents que ceux devant être fournis dans le cadre de l'attribution d'un emplacement par abonnement, conformément au § 6, point 6.1. du présent article.] [modifié par décision du Conseil communal du 27 août 2019]

§6. Attribution des emplacements par abonnements

6.1. Vacance et candidature

Lorsqu'un emplacement à attribuer par abonnement est vacant, la vacance est annoncée par la publication d'un avis aux valves communales et sur le site internet communal.

Les candidatures doivent être introduites soit par lettre déposée contre accusé de réception, soit par courrier recommandé à la poste avec accusé de réception, soit sur support durable contre accusé de réception, dans le délai prévu à l'avis de vacance et comporter les informations et les documents requis par cet avis.

[Sans préjudice de la publication d'avis de vacance, les candidatures peuvent être introduites à tout moment, soit par lettre déposée contre accusé de réception, soit par courrier recommandé à la poste avec accusé de réception, soit sur support durable contre accusé de réception et doivent comporter notamment les informations et les documents suivants :

- le nom, le prénom et l'adresse de la personne à laquelle ou par l'intermédiaire de laquelle l'emplacement a été attribué,
- s'il y a lieu, la raison sociale de la personne morale à laquelle l'emplacement a été attribué et l'adresse de son siège social,
- la copie du numéro d'inscription à la Banque Carrefour des Entreprises,
- une copie de l'autorisation patronale et des documents d'identité du candidat,
- une copie de l'attestation d'inscription à la TVA,
- copie de(s) carte(s) des préposé(s),
- les coordonnées téléphoniques, l'éventuelle adresse courriel,
- le métrage sollicité,
- le type de matériel utilisé (camion-magasin., remorque, parasols...),
- les produits et/ou les services offerts en vente,
- s'il y a lieu, la qualité de démonstrateur.]

[modifié par décision du Conseil communal du 27 août 2019]

A la réception de la candidature, un accusé de réception est immédiatement communiqué au candidat mentionnant la date de prise de rang de la candidature et le droit du candidat à consulter le registre des candidatures.

6.2. Registre des candidatures

Toutes les candidatures sont consignées dans un registre au fur et à mesure de leur réception. Le registre est consultable au service de la recette, conformément aux articles L3231-1 à L3231-9 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Les candidatures demeurent valables tant qu'elles n'ont pas été honorées ou retirées par leur auteur. Toutefois, le collège communal se réserve, dans un délai qu'elle estime opportun, le droit d'adresser une demande de confirmation écrite des candidatures. A défaut de confirmation dans le délai fixé, la demande devient caduque.

6.3. Ordre d'attribution des emplacements vacants

En vue de l'attribution des emplacements, les candidatures sont classées dans le registre comme suit :

1° priorité est accordée aux démonstrateurs, à concurrence de 5 % du nombre total des emplacements de chaque marché ;

2° sont ensuite prioritaires les catégories suivantes, dans cet ordre :

- a) les personnes qui sollicitent un emplacement suite à la suppression de celui qu'elles occupaient sur l'un des marchés de la ville ou auxquelles la ville a notifié le préavis prévu à l'article 8, par. 2, de la loi du 25 juin 1993;
- b) les personnes qui demandent un changement d'emplacement;
- c) les personnes qui sollicitent une extension d'emplacement;

3° au sein de chaque catégorie, les candidatures sont ensuite classées, s'il y a lieu, en fonction de l'emplacement et de la spécialisation sollicités;

4° vient ensuite la catégorie des candidats externes, les candidatures étant classées, s'il y a lieu, en fonction de l'emplacement et de la spécialisation sollicités;

5° les candidatures sont enfin classées par date, selon le cas, de remise de la main à la main de la lettre de candidature, de son dépôt à la poste ou de sa réception sur support durable.

Lorsque deux ou plusieurs demandes, appartenant à la même catégorie et, le cas échéant, à la même spécialisation, sont introduites simultanément, l'ordre d'attribution est déterminé comme suit:

1° priorité est donnée, dans chaque catégorie, au demandeur qui a le plus d'ancienneté sur les marchés de la ville; à défaut de pouvoir établir la comparaison des anciennetés, la priorité est déterminée par tirage au sort;

2° pour les candidats externes, la priorité est déterminée par tirage au sort.

6.4. Notification de l'attribution des emplacements

L'attribution d'un emplacement est notifiée au demandeur, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, soit par lettre remise de la main à la main contre accusé de réception, soit sur support durable contre accusé de réception.

6.5. Registre des emplacements attribués par abonnement

Un plan [et/ou] un registre est tenu, mentionnant pour chaque emplacement accordé par abonnement:

1° le nom, le prénom et l'adresse de la personne à laquelle ou par l'intermédiaire de laquelle l'emplacement a été attribué;

2° s'il y a lieu, la raison sociale de la personne morale à laquelle l'emplacement a été attribué et l'adresse de son siège social;

3° le numéro d'entreprise;

4° les produits et/ou les services offerts en vente;

5° s'il y a lieu, la qualité de démonstrateur;

6° la date d'attribution de l'emplacement et la durée du droit d'usage;

7° si l'activité est saisonnière, la période d'activité;

8° le prix de l'emplacement, sauf s'il est fixé de manière uniforme;

9° s'il y a lieu, le nom et l'adresse du cédant et la date de la cession.

Hormis l'identité du titulaire de l'emplacement ou de la personne par l'intermédiaire de laquelle l'emplacement est accordé, la spécialisation éventuelle, la qualité de démonstrateur et le caractère saisonnier de l'emplacement, le plan ou le registre peut renvoyer à un fichier reprenant les autres informations.

Le plan ou le registre et, le cas échéant, le fichier annexe, peuvent être consultés conformément aux articles L3231-1 à L3231-9 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

§7. Durée des abonnements

Les abonnements sont octroyés pour une durée trois ans.

A leur terme, ils sont renouvelés tacitement, sans préjudice de la possibilité pour leurs titulaires de les suspendre ou d'y renoncer conformément au présent règlement.

§8. Suspension de l'abonnement par son titulaire

Le titulaire d'un abonnement peut suspendre celui-ci lorsqu'il se trouve dans l'incapacité d'exercer son activité pour une période prévisible d'au moins un mois:

- soit pour maladie ou accident attesté par un certificat médical;

- soit pour cas de force majeure dûment démontré;

La suspension prend effet le jour où la ville est informée de l'incapacité et cesse au plus tard cinq jours après la communication de la reprise d'activités.

La suspension de l'abonnement implique la suspension des obligations réciproques nées du contrat.

Durant la période de suspension, l'emplacement peut être attribué au jour le jour.

Les demandes de suspension et de reprise de l'abonnement sont notifiées soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, soit par lettre remise de la main à la main contre accusé de réception, soit sur support durable contre accusé de réception.

§9. Renonciation à l'abonnement par son titulaire

Le titulaire d'un abonnement peut renoncer à celui-ci:

- à son échéance, moyennant un préavis d'au moins trente jours ;

- à la cessation de ses activités ambulantes, moyennant un préavis d'au moins trente jours ;

- si la personne physique titulaire de l'abonnement ou à l'intermédiaire de laquelle une personne morale est titulaire de celui-ci est dans l'incapacité définitive d'exercer son activité, pour raison de maladie ou d'accident, attesté par un certificat médical, et ce sans préavis ;

- pour cas de force majeure, dûment démontré, et ce sans préavis ;

Les ayants droit de la personne physique exerçant son activité pour son propre compte peuvent, au décès de celle-ci, renoncer, sans préavis, à l'abonnement dont elle était titulaire.

Les demandes de renonciation à l'abonnement sont notifiées soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, soit par lettre remise de la main à la main contre accusé de réception, soit sur support durable contre accusé de réception.

§10. Suspension ou retrait de l'abonnement par la ville

L'abonnement peut être suspendu dans les cas suivants:

✓ en cas de non-paiement ou paiement tardif de la redevance d'emplacement,

✓ en cas d'absence injustifiée, sans préjudice de l'application du §8 du présent article ;

✓ en cas de non-respect de la spécialisation de l'emplacement,

✓ en cas de non-respect des règles portées par le présent règlement général de police.

L'abonnement peut être retiré dans les cas suivants:

✓ en cas de non-paiement ou paiement tardif à 2 reprises de la redevance d'emplacement;

✓ en cas d'absence injustifiée pendant trois semaines consécutives;

✓ en cas de non-respect à 3 reprises de la spécialisation de l'emplacement;

✓ en cas de non-respect des règles portées par le présent règlement général de police.

La décision de suspension ou de retrait est notifiée au titulaire par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, soit sur support durable contre accusé de réception.

Le marchand qui s'estime lésé peut introduire une réclamation au Collège communal

§11. Suppression définitive d'emplacements

[11.1. Suppression définitive d'un marché ou d'une partie de ses emplacements

Un préavis de un an est donné aux titulaires d'emplacements en cas de suppression définitive d'un marché ou d'une partie de ses emplacements.

En cas d'absolue nécessité, ce délai n'est pas d'application.

11.2. Emplacement retiré de plein droit

L'emplacement est retiré de plein droit en cas de faillite, insolvabilité ou mise en liquidation de la personne morale, titulaire de l'abonnement. Les responsables de la personne morale en liquidation, insolvable ou en faillite, sont tenus d'informer la Ville sur le champ, par courrier recommandé, de la survenance de l'une de ces hypothèses. Les redevances demeureront dues tant que la Ville n'aura pas été ainsi informée de la situation. L'attribution de l'emplacement sera retirée à partir de la constatation officielle et au plus tard le 1er du mois qui suit l'envoi recommandé stipulant les raisons justifiant la fin de l'attribution.] [modifié par décision du Conseil communal du 27 août 2019]

§12. Cession d'emplacement(s)

La cession d'emplacement(s) est autorisée aux conditions suivantes:

1° lorsque le titulaire d'emplacement(s) cesse ses activités ambulantes en qualité de personne physique ou décède ou lorsque la personne morale cesse ses activités ambulantes;

2° et pour autant que le (ou les) cessionnaire(s) soi(en)t titulaire(s) de l'autorisation patronale d'activités ambulantes et qu'il(s) poursuive(nt) la spécialisation du cédant sur chaque emplacement cédé; les cessionnaires peuvent néanmoins demander un changement de spécialisation par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

L'occupation de l' (ou les) emplacement(s) cédé(s) n'est autorisée à un cessionnaire que lorsqu'il a été constaté par la ville que:

1° le cédant a procédé à la radiation de son activité ambulante à la Banque-Carrefour des Entreprises ou que ses ayants droit ont accompli cette formalité;

2° le cessionnaire dispose de l'autorisation d'activités ambulantes pour exercer le (ou les) spécialisation(s) du cédant ou celle(s) autorisée(s) par la ville, le cas échéant;

3° l'entreprise de chaque cessionnaire ne dépasse pas la limite du nombre d'emplacements par entreprise fixée à l'article 2 du présent règlement.

Par dérogation à ce qui précède, la cession d'emplacement(s) est autorisée entre époux à leur séparation de fait ou de corps et de biens ou à leur divorce ainsi qu'entre cohabitant légaux à la fin de leur cohabitation légale, pour autant que le cessionnaire soit titulaire de l'autorisation patronale d'activités ambulantes et poursuive la spécialisation du cédant sur chaque emplacement cédé; le cessionnaire peut néanmoins demander un changement de spécialisation par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

L'occupation du (ou des) emplacement(s) cédé(s) n'est autorisée au cessionnaire que:

1° lorsque le cédant ou le cessionnaire a produit à la ville un document attestant de leur séparation de fait ou de leur séparation de corps et de biens ou de leur divorce ou de la fin de leur cohabitation légale;

2° lorsque la ville a constaté que le cessionnaire dispose de l'autorisation d'activités ambulantes pour exercer le (ou les)

spécialisation(s) du cédant ou celle(s) autorisée(s) par la ville, le cas échéant;

[3° lorsque la ville a constaté que l'entreprise du cessionnaire ne dépasse pas la limite du nombre d'emplacements par entreprise fixée au §1^{er} du présent article.

Les cessionnaires poursuivent l'exécution des obligations nées du (ou des) contrat(s) d'abonnement, sans préjudice de l'application des § 7, 9, 10 et 12 du présent article.]

[modifié par décision du Conseil communal du 27 août 2019]

§13. Sous-location d'emplacement(s)

Les démonstrateurs, tels que définis à l'article 24, par. 1^{er}, al. 3, de l'arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et à l'organisation des activités ambulantes, qui ont obtenu un abonnement pour un emplacement peuvent sous-louer à d'autres démonstrateurs leur droit d'usage temporaire sur cet emplacement. Cette sous-location peut se faire soit directement, soit par l'intermédiaire d'une association ouverte à tout démonstrateur sans discrimination.

Selon le cas, le démonstrateur ou l'association communique à la ville la liste des démonstrateurs auxquels le droit d'usage d'un emplacement a été sous-loué.

Le prix de la sous-location ne peut être supérieur à la part du prix de l'abonnement pour la durée de la sous-location.

Article 76 – Dispositions particulières

§1^{er} - Il est interdit :

- 1°) d'empiéter sur les emplacements de ses voisins ;
- 2°) d'occuper un emplacement autre que celui qui a été désigné par l'agent de l'administration ;
- 3°) d'empiéter en tout ou en partie sur les espaces libres desservant magasins ou appartements ;
- 4°) d'élever des tentes, bâches, à l'arrière ou latéralement, échoppes, masquant ainsi totalement la vitrine des commerçants ou autres marchands ambulants (le droit de place sous-entend la surface totale de la toiture de l'échoppe) ;
- 5°) d'étaler de la marchandise devant un magasin vendant les mêmes produits ;
- 6°) de déposer des tréteaux, caisses ou autres, dans le but de se réserver un emplacement supposé libre ;
- 7°) de déposer des caisses, marchandises et autres devant les étals et débordant ainsi de l'alignement à respecter ;
- 8°) d'occuper en tout ou en partie l'emplacement d'un voisin, même avec l'accord de celui-ci, de même la vente et le stockage dans le chef d'un commerçant, ne se fera que sur son périmètre d'exploitation ou d'attribution ;
- 9°) d'installer son échoppe hors des limites du marché ;
- 10°) de procéder à des dégradations au sol, à immeuble ou tous autres bien appartenant à l'administration ou au privé lors de l'installation ou de l'enlèvement des échoppes.

§2 - Sécurité : circulation /stationnement :

[1°) tout véhicule particulier sera interdit dans la zone du marché pendant la durée de celui-ci, soit respectivement de 04 heures à 15 heures pour les marchés hebdomadaires et de 01 heure à 19 heures pour les marchés aux fleurs et de l'ascension. A cet effet, tout véhicule enlevé le sera au frais, charge et responsabilité de son propriétaire ;] [modifié par décision du Conseil communal du 27 août 2019]

2°) les véhicules des marchands seront déchargés à leur arrivée et conduits hors du marché sitôt le déchargement effectué et au plus tard à 08H ;

3°) aucun mouvement de marchands ne pourra avoir lieu entre 08H et 13H. Pour les marchés aux fleurs et de l'ascension, entre 8H et 16H ;

[4°) seuls les véhicules ne gênant nullement les vitrines des magasins ou servant directement à la vente ou à l'essayage, et qui en auront reçu l'autorisation pourront rester en place. De même les véhicules des corps de sécurité dans leurs missions d'urgence pourront circuler en tout temps. La même disposition est valable en ce qui concerne les véhicules de nettoyage qui ont charge de la propreté de fin de marché. L'arrêt de la vente est fixé au plus tard respectivement à 13 heures 30 pour les marchés hebdomadaires et 18 heures pour les marchés aux fleurs et de l'ascension et il ne pourra plus se trouver sur le marché de véhicules de marchands dès 14 heures 30 (dès 14 heures pour les véhicules de marchands se trouvant sur la Place Léopold) pour les marchés hebdomadaires et 18 heures 30 pour les marchés aux fleurs et de l'ascension.] [modifié par décision du Conseil communal du 27 août 2019]

§3 - Libre circulation :

Les échoppes sont rangées en ligne parallèle en laissant devant elles et en leurs parties les plus débordantes (toiture), l'espace suffisant au passage des véhicules d'urgence « incendie – ambulance ».

Il est défendu de disposer des tréteaux, objets, marchandises, devant des étals, ou tout autre qui est suspendu ou débordant des échoppes et pouvant entraver de ce fait la libre circulation des acheteurs, badauds et personnes circulant pédestrement sur le marché.

Les locataires du marché doivent se conformer et satisfaire aux injonctions données en ce sens par l'agent placier de l'administration. Pour les cas imprévus et urgents, le Bourgmestre ou son délégué, décidera des mesures à prendre.

Article 77 – Salubrité

§1^{er}. Il est défendu de vendre ou d'exposer à la vente des comestibles gâtés, corrompus, falsifiés, contrefait ou impropres à la consommation. Ces produits seront saisis et détruits conformément aux dispositions prévues par la loi en la matière.

La mise en vente des denrées alimentaires devra se faire conformément aux exigences prescrites par la loi en matière d'hygiène.

L'usage d'appareils à essence, mazout et autres, destinés à la fourniture de la force motrice seront tolérés à la condition qu'ils répondent aux normes en vigueur et qu'ils n'indisposent en rien, vendeurs, acheteurs et riverains.

§2 - Utilisation du matériel de chauffage et de cuisson :

Les installations fonctionnant au gaz, pétrole, électricité, doivent être conformes à la législation en vigueur.

Les bouteilles de gaz seront utilisées en position verticale, l'exploitant disposera toujours d'un extincteur en ordre de marche et propre à l'extinction du produit à éteindre. L'exploitant devra donc à tout instant prouver la bonne tenue de son installation par un document ad-hoc légitimant l'agrément.

Des mesures de transferts d'emplacements ou d'arrêt de la vente pourront être prises si les appareils de cuisson, chauffage, éclairage, indisposent quiconque.

§3 - Respect et propreté :

En vue du nettoyage et remise en état des lieux, les marchands seront tenus de libérer leur emplacement pour 14H30 au plus tard, sauf pour la Place Léopold où la place doit être libérée pour 14H00.

Avant le départ, l'exploitant sera tenu de nettoyer son emplacement et d'emporter tout l'excédent de quelque nature que ce soit.

Les commerçants sont tenus d'être respectueux l'un envers l'autre, ainsi toute contestation pouvant être faite à quelque propos que ce soit, est exposée clairement et sera réglée sommairement en attendant une décision du Collège qui jugera et fixera celle-ci sans appel, après qu'il en aura été saisi par voie de rapport.

Article 78 – Bruit

L'emploi de micros dans le chef de certains marchands devra se faire dans les limites du raisonnable et n'indisposer en rien les vendeurs, acheteurs et riverains. L'amplification doit être considérée comme un léger support de la voix. Dans le cas contraire, l'usage de micros pourra être refusé par l'agent de l'administration.

Un groupe musical, une personne individuelle qui aura reçu l'autorisation de jouer d'un instrument pour son compte personnel à quelque titre que ce soit devra se conformer au niveau de sonorité voulu et occupera les divers emplacements et se déplacera au besoin comme lui indiqué par le responsable du marché.

Article 79 – Communication au Ministre des Classes moyennes

Conformément à l'article 10, par. 2, de la loi précitée du 25 juin 1993, un projet du présent règlement a été transmis au Ministre des Classes moyennes le 10 octobre 2008 et en date du 24 octobre 2008, ledit projet a été déclaré conforme aux prescrits de la loi.

SECTION 5bis : activités foraines et des activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques et le domaine public

[Décision du Conseil communal du 30 janvier 2009]

Article 79bis : Organisation des activités foraines et des activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques

§1^{er}. – Champ d'application

Est considérée comme fête foraine publique toute manifestation créée par la commune et expressément désignée à l'article 2 du présent règlement, rassemblant, en des lieux et des temps déterminés, des personnes qui y vendent des produits ou des services dans le cadre de l'exploitation d'attractions foraines ou d'établissements de gastronomie foraine.

Le présent règlement ne s'applique pas aux parcs d'attractions ni aux attractions foraines sédentaires.

§2 – Fêtes foraines publiques

Les fêtes foraines publiques suivantes sont organisées sur le domaine public communal:

1) Nom: Mi-carême

Lieu: Place Schalbert

Période: 3^{ième} week-end du mois de mars

2) Nom : Carnaval de Heinsch

Lieu : rue des écureuils, 6700 Heinsch

Période : le troisième week-end d'avril

3) Nom : Kermesse de Sterpenich

Lieu : Sur le tronçon de la rue de Berlaymont reliant la rue de la Gendarmerie à la route de Grasse.

Période : le 1^{er} week-end de mai

4) Nom : Kermesse de Freylange

Lieu : rue du Marienthal, depuis sa jonction avec l'avenue de Pforzheim jusqu'à sa jonction avec la rue St-Paulin, rue des Forgerons, depuis sa jonction avec la rue du Beynert vers la rue de Marienthal.

Période : le 1^{er} week-end de mai

5) Nom : Kermesse d'Udange

Lieu : route communale allant à Udange au Châlet de Lagland, sur l'esplanade du cimetière du village et à côté de l'ancienne salle du Commice.

Période : Après la St Servais

6) Nom : Fête du Maitrank

Lieu : Place Schalbert

Période : le 4^{ième} week-end de mai

7) Nom : Kermesse de juillet

Lieu : Plaine des manœuvres et Place Schalbert

Période : 2^{ième} week-end de mai, durée de 10 jours

8) Nom : Kermesse de Barnich

Lieu : rue Friddericht à Arlon-Barnich, entre Heiderwee jusqu'au rond point devant l'école.

Période : dernier week-end d'août

9) Nom : Kermesse de Heinsch

Lieu : rue des écureuils, 6700 Heinsch

Période : 1^{er} week-end d'octobre

10) Nom : Kermesse de Toernich

Lieu : derrière le numéro 19 de la rue Haute, Cercle St-Louis.

Période : 2^{ième} week-end d'octobre

11) Nom : Kermesse de Waltzing

Lieu : rue du ruisseau

Période : du 3^{ième} au 4^{ième} dimanche d'octobre

12) Nom : Kermesse de Fouches

Lieu : rue du moulin

Période : le week-end après le 3 novembre

Plan des emplacements : Le Conseil communal donne compétence au Collège communal pour diviser la fête foraine publique en emplacements et en établir la liste et le plan, sans préjudice de l'application de l'article 6.4. Le Collège communal est également compétent pour y apporter toutes les modifications nécessaires.

Le plan de chaque fête foraine publique peut être consulté conformément aux articles L3231-1 à L3231-9 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Les emplacements occupés par les attractions et établissements forains et de gastronomie foraine à l'occasion des fêtes foraines visées aux 1^o à 12^o ne peuvent être occupés que durant les périodes mentionnées dans ces mêmes dispositions.

§ 3 – Personnes auxquelles des emplacements peuvent être attribués et conditions d'attribution

Les emplacements sur les fêtes foraines publiques sont attribués:

1^o aux personnes physiques qui exercent une activité foraine ou une activité ambulante de gastronomie foraine pour leur propre compte, titulaires de l'autorisation patronale d'activités foraines ou de l'autorisation patronale d'activités ambulantes, telle que prévue à l'article 13 de l'arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et à l'organisation des activités ambulantes;

2^o aux personnes morales qui exercent une activité foraine ou une activité ambulante de gastronomie foraine; les emplacements sont attribués à ces personnes morales par l'intermédiaire du responsable de leur gestion journalière, titulaire de l'autorisation patronale d'activités foraines ou de l'autorisation patronale d'activités ambulantes, telle que prévue à l'article 13 de l'arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et à l'organisation des activités ambulantes.

Pour obtenir un emplacement, le titulaire d'une autorisation patronale d'activités foraines doit apporter la preuve qu'il satisfait aux conditions suivantes, pour le genre d'attraction ou d'établissement exploité:

1^o il est dûment couvert par des polices d'assurance en responsabilité civile et contre les risques d'incendie;

2^o lorsqu'il s'agit d'une attraction foraine à propulsion de personnes actionnée par une source d'énergie non humaine, ladite attraction satisfait aux dispositions de l'article 10 de l'arrêté royal du 18 juin 2003 relatif à l'exploitation des attractions foraines;

3^o l'attraction foraine exploitée au moyen d'animaux satisfait aux prescriptions réglementaires en la matière;

4° l'établissement de gastronomie foraine avec ou sans service à table et les personnes qui y sont occupées satisfont aux conditions réglementaires en matière de santé publique.

Pour obtenir un emplacement, le titulaire d'une autorisation patronale d'activités ambulantes doit apporter la preuve que son établissement de gastronomie foraine satisfait aux conditions suivantes:

1° il est dûment couvert par des polices d'assurance en responsabilité civile et contre les risques d'incendie;

2° l'établissement de gastronomie foraine avec ou sans service à table et les personnes qui y sont occupées satisfont aux conditions réglementaires en matière de santé publique.

§. 4 – Personnes pouvant occuper des emplacements et conditions d'occupation

4.1. Activités foraines

Les emplacements attribués aux personnes désignées à l'article 3 qui exercent une activité foraine, peuvent être occupés:

1° par ces personnes elles-mêmes;

2° par le (ou les) responsable(s) de la gestion journalière de la personne morale à laquelle l'emplacement est attribué, titulaire(s) de l'autorisation patronale d'activités foraines;

3° par le (ou la) conjoint(e) et le (ou la) cohabitant(e) légal(e) de la personne physique à laquelle l'emplacement est attribué, titulaire de l'autorisation patronale d'activités foraines en propre compte;

4° par les associés de fait de la personne physique à laquelle l'emplacement est attribué, titulaires de l'autorisation patronale d'activités foraines en propre compte;

5° par les personnes titulaires de l'autorisation de préposé-responsable d'activités foraines, qui exercent l'activité foraine pour le compte ou au service des personnes visées aux 1° à 4°;

6° par les préposés qui exercent l'activité foraine pour le compte ou au service des personnes visées aux 1° à 4°, sous le contrôle et en la présence de celles-ci ou d'un préposé responsable visé au 5°.

Les personnes visées aux 2° à 5° peuvent occuper ces emplacements pour autant que leur autorisation soit valable pour l'attraction ou l'établissement exploité sur ceux-ci. Elles peuvent occuper ces emplacements en dehors de la présence des personnes auxquelles ou par lesquelles ils ont été attribués.

4.2. Activités de gastronomie foraine

Les emplacements attribués aux personnes désignées à l'article 3 qui exercent une activité de gastronomie foraine, peuvent être occupés:

1° par ces personnes elles-mêmes;

2° par celles visées à l'article 26, par. 1^{er}, 2° à 4° et 6°, de l'arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et à l'organisation des activités ambulantes, titulaires d'une autorisation patronale d'activités ambulantes, permettant l'exercice de l'activité réalisée sur l'emplacement attribué; ces personnes peuvent occuper les emplacements en dehors de la présence des personnes auxquelles ou par lesquelles ils ont été attribués.

3° par les personnes dispensées de l'autorisation d'activités ambulantes, exerçant comme préposés une activité ambulante de gastronomie foraine sans service à table pour le compte ou au service du titulaire d'une autorisation patronale d'activités ambulantes, pour autant qu'elles exercent leur activité en présence et sous le contrôle de cette personne ou du titulaire d'une autorisation d'activités ambulantes de préposé A ou B, qui assume la responsabilité de l'établissement.

§5 – Modes d'attribution des emplacements

Les emplacements sur les fêtes foraines publiques sont attribués soit pour la durée de celles-ci, soit par abonnement.

Sauf en cas d'absolue nécessité ou d'obligations inhérentes au renouvellement de la foire, les emplacements sont accordés par abonnement à l'exploitant qui a obtenu un même emplacement pendant 3 années consécutives

Toutefois, lorsque l'emplacement est obtenu à la suite de la suspension de l'abonnement, cette règle n'est pas applicable, sauf si l'obtention résulte de la suspension de l'abonnement par le cédant.

Pour le calcul du délai de 3 ans, les années consécutives d'obtention de l'emplacement par le cédant sont comptabilisées au profit du cessionnaire.

§6 – Procédure d'attribution des emplacements

6.1. Vacance et candidature

Lorsqu'un emplacement est à pourvoir, le bourgmestre ou l'échevin délégué ou le fonctionnaire délégué en annonce la vacance par la publication d'un avis aux valves communales et/ou dans le bulletin d'information communal et/ou sur le site internet communal.

L'avis doit au moins mentionner les informations suivantes:

1° s'il y a lieu, le type d'attraction ou d'établissement souhaité;

2° les spécifications techniques utiles;

3° la situation de l'emplacement;

4° le mode et la durée d'attribution;

5° le prix et, s'il y a lieu, ses modalités de révision;

6° les conditions d'obtention de l'emplacement et les critères d'attribution;

7° le lieu et le délai d'introduction des candidatures;

8° le délai de notification de l'attribution de l'emplacement.

Les candidatures sont adressées au bourgmestre ou à l'échevin délégué ou au fonctionnaire délégué soit par courrier recommandé à la poste avec accusé de réception, soit par courrier déposé, contre accusé de réception, à l'endroit indiqué dans l'avis de vacance soit sur support durable contre accusé de réception.

Pour être valables, elles doivent être introduites dans les formes prescrites et dans le délai prévu dans l'avis de vacance et comporter les informations et les documents requis par l'avis de vacance.

6.2. Examen des candidatures et attribution des emplacements

Avant la comparaison des candidatures, le bourgmestre ou l'échevin délégué ou le fonctionnaire délégué procède à la vérification de l'autorisation d'exercer et de l'identité du candidat, ainsi que du respect des conditions mentionnées à l'article 3 du présent règlement.

Les emplacements sont attribués sur la base des critères suivants:

- a) le genre d'attraction ou d'établissement;
- b) les spécifications techniques de l'attraction ou de l'établissement;
- c) le degré de sécurité de l'attraction ou de l'établissement;
- d) l'attrait de l'attraction ou de l'établissement;
- e) la compétence de l'exploitant, des préposés-responsables et du personnel employé;
- f) s'il y a lieu, l'expérience utile;
- g) le sérieux et la moralité du candidat.

L'ouverture des candidatures et leur examen comparatif, la vérification des conditions mentionnées à l'article 3 du présent règlement et la décision motivée d'attribution de l'emplacement sont actées dans un procès verbal, qui peut être consulté conformément aux articles L3231-1 à L3231-9 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

6.3. Notification des décisions

Le bourgmestre ou l'échevin délégué ou le fonctionnaire délégué notifie à l'attributaire et à chaque candidat non retenu la décision le concernant, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, soit par lettre remise de la main à la main contre accusé de réception, soit sur support durable contre accusé de réception.

6.4. Plan ou registre des emplacements

Le bourgmestre ou l'échevin délégué ou le fonctionnaire délégué tient un plan ou un registre qui mentionne au moins pour chaque emplacement accordé:

- 1° la situation de l'emplacement;
- 2° ses modalités d'attribution;
- 3° la durée du droit d'usage ou de l'abonnement;
- 4° le nom, le prénom, l'adresse de la personne à laquelle ou par l'intermédiaire de laquelle l'emplacement a été attribué;
- 5° s'il y a lieu, la raison sociale de la personne morale à laquelle l'emplacement a été attribué et l'adresse de son siège social;
- 6° le numéro d'entreprise;
- 7° le genre d'attraction ou d'établissement admis sur l'emplacement;
- 8° le prix de l'emplacement, sauf s'il est fixé de manière uniforme;
- 9° s'il y a lieu, l'identification du cédant et la date de la cession.

Hormis les indications mentionnées aux 1°, 2°, 6° et 7°, le plan ou le registre peut renvoyer à un fichier reprenant les autres informations.

Le plan ou le registre et le fichier annexe peuvent être consultés conformément aux articles L3231-1 à L3231-9 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

6.5. Procédure d'urgence

Lorsque dans les quinze jours précédant l'ouverture de la fête foraine, des emplacements demeurent vacants, soit parce qu'ils n'ont pas pu être attribués à l'issue de la procédure visée aux articles 6.1. à 6.3. du présent règlement, soit parce qu'ils le sont devenus entretemps, soit en raison de leur inoccupation résultant de l'absence de leur titulaire, il peut y être pourvu selon la procédure d'urgence fixée comme suit:

1° le bourgmestre ou l'échevin délégué ou le fonctionnaire délégué consulte les candidats de son choix; dans la mesure du possible, il s'adresse à plusieurs candidats;

2° les candidatures sont introduites soit sur support durable avec accusé de réception, soit par écrit contre accusé de réception;

3° le bourgmestre ou l'échevin délégué ou le fonctionnaire délégué procède à l'attribution des emplacements conformément à l'article 6.2. du présent règlement, sauf la rédaction du procès-verbal dont il est question;

4° il établit un procès-verbal mentionnant, par vacance ou emplacement inoccupé, les candidats qui ont fait acte de candidature;

5° lorsque plusieurs candidats postulent un même emplacement, il indique au procès-verbal la motivation de son choix;

6° il notifie à chaque candidat la décision qui le concerne, conformément à l'article 6.3. du présent règlement.

Le placement des exploitants d'attractions ou d'établissements auxquels un emplacement a été attribué sur la base de la procédure d'urgence peut donner lieu à des aménagements du plan de la fête foraine limités et motivés par les nécessités techniques d'incorporation des nouveaux arrivants dans le champ de foire.

§7 – Durée des abonnements

Les abonnements ont une durée de cinq ans; ils sont renouvelés tacitement à leur terme, sans préjudice de la possibilité pour leurs titulaires de les suspendre ou d'y renoncer conformément au présent règlement.

Le titulaire d'un abonnement qui exerce l'activité pour son propre compte ou le responsable de la gestion journalière de la personne morale par l'intermédiaire duquel l'abonnement a été attribué peut, sur demande motivée, obtenir un abonnement pour une durée plus courte. Cette demande est laissée à l'appréciation du bourgmestre ou de son délégué, sauf lorsqu'elle est justifiée par la cessation des activités en fin de carrière.

§8 – Suspension de l'abonnement par son titulaire

Le titulaire d'un abonnement peut suspendre celui-ci lorsqu'il se trouve dans l'incapacité temporaire d'exercer son activité:

- soit pour maladie ou accident attesté par un certificat médical;
- soit pour cas de force majeure dûment démontré;

Dans ces deux hypothèses, la suspension prend effet le trentième jour suivant la notification de l'incapacité; elle cesse le trentième jour suivant la notification de la reprise d'activités. Si elle excède

un an, elle doit être renouvelée au moins trente jours avant la date de début de la foire.

Le titulaire d'un abonnement peut également obtenir la suspension de celui-ci lorsqu'il dispose d'un abonnement pour une autre fête foraine qui se déroule à une même période. La suspension doit être notifiée au moins trois mois avant le début de la foire

La suspension de l'abonnement implique la suspension des obligations réciproques nées du contrat.

Durant la période de suspension, l'emplacement peut être attribué pour la durée de la foire.

Les demandes et notifications de suspension d'abonnement sont adressées au bourgmestre. Celui-ci en accuse réception.

§9 – Renonciation à l'abonnement par son titulaire

Le titulaire d'un abonnement peut renoncer à celui-ci:

- à son terme, moyennant un préavis d'au moins trois mois;
- à la cessation de ses activités en qualité de personne physique ou celles de la personne morale, moyennant un préavis d'au moins trois mois;
- si la personne physique titulaire de l'abonnement ou à l'intermédiaire de laquelle une personne morale est titulaire de celui-ci est dans l'incapacité définitive d'exercer son activité, soit pour raison de maladie ou d'accident, attestée par un certificat médical, soit pour cas de force majeure, dûment démontré; le renom prend effet le trentième jour suivant la notification de l'incapacité ;
- pour tous autres motifs, laissés à l'appréciation du bourgmestre.

Les ayants droit de la personne physique exerçant son activité pour son propre compte peuvent, au décès de celle-ci, renoncer sans préavis à l'abonnement dont elle était titulaire.

Les demandes et notifications de suspension d'abonnement sont adressées au bourgmestre. Celui-ci en accuse réception.

§10 – Suspension ou retrait de l'abonnement par la commune

Le bourgmestre peut retirer ou suspendre l'abonnement:

- soit parce que le titulaire de l'emplacement ne satisfait plus aux obligations relatives à l'exercice des activités foraines ou ambulantes visées par le présent règlement ou celles relatives à l'attraction ou l'établissement concerné;
- soit en cas de non-respect des règles portées par le présent règlement général de police.

Préalablement à toute mesure de cet ordre, le bourgmestre indiquera soit par courrier recommandé, soit par lettre remise de la main à la main contre accusé de réception, au titulaire de l'abonnement son intention de procéder au retrait ou à la suspension de l'abonnement et l'invitera à lui faire part de ses observations éventuelles dans les dix jours qui suivront la notification de ce courrier.

La décision du bourgmestre prend effet au jour de sa notification soit par courrier recommandé avec accusé de réception, soit par lettre remise de la main à la main contre accusé de réception, au titulaire de l'emplacement.

En cas de retrait de l'abonnement, il appartiendra, le cas échéant, à l'intéressé de déposer une nouvelle demande d'abonnement conformément aux modalités prévues par le présent règlement.

Le Bourgmestre fixera dans sa décision les modalités de levée de la mesure de suspension ou prononcera une suspension pour une durée déterminée.

§11 – Suppression définitive d'emplacements

Un préavis de un an est donné aux titulaires d'emplacements en cas de suppression définitive d'une fête foraine ou d'une partie de ses emplacements.

En cas d'absolue nécessité, ce délai n'est pas d'application.

§12 – Cession d'emplacements

La personne physique ou morale exploitant une ou plusieurs attractions ou un ou plusieurs établissements de gastronomie foraine avec ou sans service à table est autorisée à céder ses emplacements lorsqu'elle cesse l'exploitation de son ou ses attractions ou établissements, à condition que le ou les cessionnaires reprennent ces attractions ou établissements exploités sur les emplacements cédés et qu'ils satisfassent aux conditions de l'article 3 du présent règlement.

Les ayants droit de la personne physique exploitant une ou plusieurs attractions ou un ou plusieurs établissements de gastronomie foraine avec ou sans service à table sont autorisés au décès de cette personne à céder le ou les emplacements dont elle était titulaire, à condition que le ou les cessionnaires reprennent ces attractions ou établissements exploités sur les emplacements cédés et qu'ils satisfassent aux conditions de l'article 3 du présent règlement.

La cession n'est valable que lorsque le bourgmestre a constaté que le ou les cessionnaires satisfont aux conditions de la cession.

Article 79ter – Organisation des activités foraines et des activités ambulantes de gastronomie foraine sur le domaine public, en dehors des fêtes foraines publiques

§1^{er} – Autorisation d'occupation du domaine public et modes d'attribution des emplacements

L'occupation d'un emplacement situé sur le domaine public pour l'exploitation d'une attraction foraine ou d'un établissement de gastronomie foraine avec service à table est toujours soumise à l'autorisation préalable du bourgmestre.

L'autorisation est accordée, à la discrétion du bourgmestre, pour une période déterminée ou par abonnement.

Un emplacement peut être attribué par abonnement dès que l'exploitant forain a obtenu un même emplacement pendant trois années consécutives.

Toutefois, lorsque l'emplacement est obtenu à la suite de la suspension de l'abonnement, cette règle n'est pas applicable, sauf si l'obtention résulte de la suspension de l'abonnement par le cédant.

Pour le calcul du délai de trois ans, les années consécutives d'obtention de l'emplacement par le cédant sont comptabilisées au profit du cessionnaire.

Les dispositions des §§ 7 à 10 de l'article 79bis du présent règlement sont applicables aux abonnements accordés en vertu du présent article.

§2 – Personnes auxquelles un emplacement peut être attribué et occupation des emplacements

Seules les personnes exerçant une activité foraine, détentrices d'une autorisation patronale visée à l'article 10 de l'arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et à l'organisation des activités foraines et des activités ambulantes de gastronomie foraine, peuvent obtenir un emplacement sur le domaine public, en dehors des fêtes foraines publiques.

Seules les personnes visées à l'article 4 du présent règlement peuvent occuper ces emplacements.

§3 – Attribution d'un emplacement sur demande d'un exploitant

Le bourgmestre peut, sur demande écrite d'un exploitant forain, autoriser l'exploitation d'une attraction foraine ou d'un établissement de gastronomie foraine avec service à table sur un emplacement déterminé du domaine public.

La demande d'emplacement sera envoyée par courrier recommandé au Collège communal de la Ville d'Arlon, Rue Paul Reuter 8 à 6700 Arlon, et comportera :

1° le nom, le prénom, l'adresse de la personne par laquelle ou par l'intermédiaire de laquelle l'emplacement est demandé ;

2° s'il y a lieu, la raison sociale de la personne morale par laquelle l'emplacement est demandé et l'adresse de son siège social;

3° le numéro d'entreprise;

4° le genre d'attraction ou d'établissement exploité par le demandeur;

5° la copie de l'autorisation patronale ;

6° un plan de l'emplacement demandé ;

7° la copie des polices d'assurance en responsabilité civile et contre les risques d'incendie ;

8° une attestation de laquelle il ressort :

- lorsqu'il s'agit d'une attraction foraine à propulsion de personnes actionnée par une source d'énergie non humaine, que ladite attraction satisfait aux dispositions de l'article 10 de l'arrêté royal du 18 juin 2003 relatif à l'exploitation des attractions foraines ;
- que l'attraction foraine exploitée au moyen d'animaux satisfait aux prescriptions réglementaires en la matière;
- que l'établissement de gastronomie foraine avec ou sans service à table et les personnes qui y sont occupées satisfont aux conditions réglementaires en matière de santé publique.

§4 – Attribution d'un emplacement à l'initiative de la commune

Lorsque le bourgmestre souhaite attribuer un emplacement sur le domaine public, il applique la procédure visée aux §§ 6.1. à 6.3. de l'article 79bis du présent règlement.

Art. 79quater – Personnes chargées de l'organisation pratique des activités foraines

Les personnes chargées de l'organisation pratique des fêtes foraines publiques et des activités foraines sur le domaine public, dûment commissionnées par le bourgmestre ou son délégué, sont habilitées, dans l'exercice de leur mission, à vérifier, outre le titre d'identité et l'autorisation d'exercer, les documents apportant la preuve des conditions visées à l'article 3 du présent règlement.

Art. 79quinquies – Communication du règlement au Ministre des Classes moyennes

Conformément à l'article 10, par. 2, de la loi précitée du 25 juin 1993, un projet de la présente section a été transmis au Ministre des Classes moyennes le 05 janvier 2009.

Compte tenu de la réception d'un avis de conformité à la loi le 22 janvier 2009, la présente section est définitivement adoptée.

Section 6 - Gel ou neige

Article 80 - Obligations en cas de gel ou de chute de neige

§1er. Par temps de gel, toute personne s'abstiendra de déverser ou de laisser s'écouler de l'eau sur la voie publique.

§2. Tant en cas de chute de neige que par temps de gel, tout riverain d'une voie publique doit veiller à faire en sorte, sur le trottoir bordant l'immeuble qu'il occupe, qu'une voie suffisante soit dégagée pour faciliter le passage des piétons en toute sécurité. La responsabilité du déblaiement se fera conformément aux dispositions de l'article 139 du présent règlement.

§3. Les stalactites de glace qui se forment aux parties élevées des immeubles surplombant la voie publique doivent être enlevées dès qu'elles présentent un danger pour les passants. En attendant leur enlèvement, le propriétaire et /ou l'occupant et /ou le gardien de l'immeuble doit prendre toute mesure pour écarter tout danger pour les personnes ou pour leur bien et pour assurer la sécurité des usagers aux endroits exposés.

Section 7 - Travaux

Article 81 - De l'exécution de travaux

Il est défendu de laisser subsister sur la voie publique, tous matériaux ou tout autre élément solide. Si ce maintien est inévitable du fait de l'exécution de travaux, le responsable de ceux-ci, ou à défaut le maître d'ouvrage, sera tenu de procéder à la remise en état de la voie publique chaque fois que nécessaire et, à tout le moins, une fois à la fin de la journée de travail.

Article 82 – Emprise sur la voie publique

Si la réalisation des travaux nécessite la réservation par l'entrepreneur ou le maître d'ouvrage d'emplacements sur la voie publique en bordure du chantier, les panneaux adéquats prévus par le code de la route sont placés par le requérant, à ses frais, risques et périls, conformément aux prescriptions des lois, décrets, règlements, arrêtés et de l'autorisation délivrée

préalablement par le collège, cette dernière devra être exhibée à toute demande de la police.

Article 83 – Travaux sur la voie publique

L'exécution de travaux sur la voie publique est soumise à l'autorisation préalable et écrite du Bourgmestre. Pour les organismes auxquels le droit d'exécuter des travaux sur la voie publique a été accordé, soit par la loi, soit en vertu d'une concession, l'autorisation porte sur les modalités pratiques d'exercice de ce droit.

Article 84 – Remise en état

Quiconque a exécuté ou fait exécuter des travaux sur la voie publique est tenu de la remettre dans l'état où elle se trouvait avant l'exécution des travaux ou dans l'état précisé à l'autorisation visée à l'article précédent. A défaut de ce faire dans le délai fixé par l'autorisation, la commune y procède d'office aux frais du contrevenant.

Article 85 - Travaux en dehors de la voie publique

§1er. Sont visés par les dispositions du présent article, les travaux exécutés en dehors de la voie publique et qui sont de nature à la souiller ou à nuire à la sécurité et à la commodité de passage.

§2. L'entrepreneur et le maître de l'ouvrage doivent se conformer aux directives reçues des services techniques communaux et de la police, en vue d'assurer la sécurité et la commodité de passage sur la voie publique attenante et notamment leur communiquer, 30 jours calendrier au préalable, la date du début du chantier.

Les travaux qui sont de nature à répandre de la poussière ou des déchets, débris, gravats, décombres, résidus... sur les propriétés voisines ou sur la voie publique ne peuvent être entrepris qu'après avoir pris les mesures qui évitent que les substances et poussières ne puissent se répandre.

§3. L'entrepreneur est tenu d'arroser les ouvrages à démolir et les décombres, de manière à limiter au maximum la production de poussières.

Lorsque la voirie est souillée ou dégradée du fait des travaux, l'entrepreneur est tenu de la nettoyer ou de la remettre en état sans délai. A défaut, il y est procédé d'office aux frais, risques et périls du contrevenant.

§4. En cas de construction, de transformation, de démolition totale ou partielle d'un bâtiment, la protection des immeubles voisins doit être assurée par des procédés appropriés garantissant la salubrité et la sécurité publiques ainsi que la commodité de passage.

§5. Les containers, les échafaudages et les échelles prenant appui sur la voie publique ou suspendus au-dessus d'elle doivent être établis de manière à prévenir tout dommage aux personnes et aux biens et à ne pas gêner la circulation des usagers, sans préjudice du respect des dispositions contenues dans le présent règlement et de celles contenues dans le code de la route, relatives à la signalisation des obstacles.

Article 86 – Objets encombrants – volets – boîtes aux lettres – entrées de cave

§1er. Toute personne s'abstiendra de faire passer de l'intérieur des immeubles sur la voie publique des objets longs ou encombrants sans prendre les précautions indispensables pour garantir la sécurité des passants.

Les mêmes précautions sont à observer pour ouvrir les persiennes, volets mobiles ou stores installés au rez-de-chaussée lorsque l'immeuble se trouve dans un alignement général jouxtant la voie publique.

Les volets et persiennes, lorsqu'ils seront ouverts, devront toujours être maintenus par leurs arrêts ou crochets. Les boîtes aux lettres fixées sur la façade d'une habitation ne pourront en aucune manière représenter un danger ou une gêne pour les passants.

Les arrêts et crochets placés au rez-de-chaussée devront être fixés de manière à ne pas blesser les passants ou constituer une nuisance pour la sécurité.

§2. Les entrées de cave et accès souterrains pratiqués dans la voie publique ne peuvent être ouverts :

- que pendant le temps strictement nécessaire aux opérations nécessitant l'ouverture ;
- qu'en prenant toutes les mesures pour garantir la sécurité des passants.

Ces deux conditions sont cumulatives.

Article 87 - De l'élagage des plantations débordant sur la voie publique

Le propriétaire d'un immeuble et/ou son occupant et/ou celui qui en a la garde est tenu de veiller à ce que les plantations soient taillées de façon telle qu'aucune branche :

1. ne fasse saillie sur la voie carrossable, à moins de quatre mètres et demi au-dessus du sol ;
2. ne fasse saillie sur l'accotement ou sur le trottoir, à moins de deux mètres et demi au-dessus du sol.

En aucune manière les plantations ne peuvent masquer ni la signalisation routière, ni l'éclairage public quelle qu'en soit la hauteur.

Ils doivent en outre se conformer aux mesures complémentaires prescrites par le Bourgmestre, lorsque la sécurité publique est menacée. A défaut, il y est procédé d'office aux frais, risques et périls du contrevenant.

Section 8 - Des trottoirs et accotements

Article 88 - Des trottoirs et accotements – état

Les riverains doivent maintenir le trottoir ainsi que les accotements, bordant leur immeuble bâti ou non, en parfait état de conservation et de propreté, et prendre toutes mesures propres à assurer la sécurité, la propreté et la commodité de passage des usagers.

A défaut par eux de ce faire, il y est procédé d'office et à leurs frais, risques et périls.

Article 89 - Des trottoirs et accotements – accessibilité

Le transport, la manipulation, le chargement, le déchargement ou le stationnement d'objets quelconques sur la voie publique doivent être effectués en prenant soin de ne pas obliger les piétons à quitter le trottoir ou de ne pas les incommoder autrement.

Article 90 - Des trottoirs et accotements – véhicules à roulettes

L'usage de trottinettes, de patins à roulettes, de rollers ou de planches à roulettes n'est autorisé qu'à la condition de veiller à ne pas compromettre la sécurité des piétons ni la commodité du passage des personnes à mobilité réduite. Le Bourgmestre peut cependant l'interdire aux endroits qu'il détermine.

Article 90bis : Des véhicules hors d'état de circuler et des remorques

Il est interdit de mettre en stationnement plus de vingt-quatre heures consécutives sur la voie publique des véhicules à moteur hors d'état de circuler et des remorques.

Section 9 - De la signalisation

Article 91 - De l'indication du nom des rues,

§1er. Le propriétaire et/ou l'occupant d'un immeuble et/ou celui qui en a la garde, est tenu de permettre la pose, sur la façade ou sur le pignon de son immeuble, même lorsqu'il se trouve en dehors de l'alignement, d'une plaque indiquant le nom de la rue ainsi que de tous signaux routiers, signaux d'indication de la police, panneaux de signalisation des points d'eau pour l'extinction des incendies, appareils et supports de conducteurs électriques.

Cela n'entraîne pour lui aucun dédommagement.

§2. La même obligation incombe en matière de placement de câbles destinés notamment à la signalisation communale ou intercommunale, aux animations de quartier ainsi qu'à la radio télédistribution, au transport de données et aux télécommunications.

§3.- Il est défendu d'enlever, de dégrader, de modifier, de masquer, de faire disparaître ou de déplacer les dispositifs visés par la présente section.

Si le dispositif a été enlevé, endommagé, effacé ou déplacé par suite de travaux, il doit être rétabli dans le plus bref délai et en tout cas au plus tard huit jours après la fin des travaux. A défaut, il est rétabli aux frais, risques et périls du maître des travaux et à défaut, du propriétaire et/ou de l'occupant de l'immeuble et/ou de celui qui en a la garde.

Article 92 : numérotage et sous-numérotage des immeubles, logements et autres bâtiments

[Décision du Conseil communal du 20 juin 2019]

Compétences

§1^{er} - L'identification des rues et voies publiques, la numérotation et la sous-numérotation des immeubles, des

terrains non-bâties et des boîtes aux lettres des logements collectifs et des logements multiples (appartements, studios, ...) ou locaux professionnels faisant partie d'un immeuble relèvent de la seule compétence de l'autorité communale.

Elles concernent également les entreprises, lesquelles doivent disposer d'un numéro de boîte aux lettres et d'un nom, visibles depuis l'extérieur. [Décision du Conseil communal du 22 avril 2021]

§2 - L'administration communale est chargée de l'attribution de la numérotation et sous-numérotation des immeubles, des terrains non bâtis et des boîtes aux lettres des logements multiples et des logements collectifs sur base des éléments qui lui sont fournis et en concertation avec les différents services concernés (Police locale, Police administrative, Logement, Population, Urbanisme, etc.). [Décision du Conseil communal du 22 avril 2021]

Numérotation

§3 - Chaque immeuble ayant une issue directe et particulière sur la voie publique, sur une impasse ou dans un enclos est affecté d'un numéro distinct.

Au cas où l'immeuble dispose de plusieurs issues, seule l'entrée principale doit être numérotée.

§4 - Tout propriétaire ou titulaire d'un droit réel sur un ancien bâtiment ou logement non encore numéroté ou d'un nouveau bâtiment ou logement habité ou susceptible d'être habité, à usage résidentiel ou non, est tenu de demander à l'administration communale un numéro d'immeuble et/ou, le cas échéant, un numéro d'unité d'habitation dans un immeuble à logement multiple ou un numéro de chambre dans un logement collectif. [Décision du Conseil communal du 22 avril 2021]

§5 - La numérotation ne pourra être effectuée qu'à partir de l'octroi du permis d'urbanisme, qu'il s'agisse d'une nouvelle construction ou d'une modification d'un immeuble existant et au plus tard au commencement des travaux.

§6 - En cas de logements réalisés sans permis mais bénéficiant de l'amnistie prévue par le décret du 16 novembre 2017 (décret modifiant l'article D.IV.99 et le Livre VII du Code de Développement territorial en vue d'y insérer un article D.VII.1bis instaurant une présomption de conformité urbanistique pour certaines infractions), le propriétaire du bien concerné produira néanmoins les documents jugés nécessaires à la numérotation des logements par l'administration communale (plans ou croquis du bâtiment).

§7 - Les bâtiments accessoires, annexes, contigus ou non au bâtiment tels que garages, hangars, remises, granges, ateliers, chalets, abris, cabanes, etc. sont considérés comme de simples dépendances du bâtiment principal et ne doivent pas être numérotés.

§8 - Chaque rue forme une double série de numéros divisés en nombres pairs, placés à droite et en nombre impairs placés à gauche.

Le côté droit d'une rue est déterminé par la droite du passant s'éloignant de l'hôtel de Ville, point réputé central.

Le premier numéro de la série, soit pair commençant par le numéro "2" ou impair commençant par le numéro "1", débute à

l'entrée de la rue prise au point le plus rapproché de l'Hôtel de Ville.

§9 - Les immeubles des rues, places, avenues qui ne sont bordés que d'une rangée de bâtiments sans vis-à-vis, sont numérotés d'une suite ininterrompue de numéros alternativement impairs et pairs. Il en est de même pour les places publiques, les impasses et les clos en partant d'un point pour y revenir après avoir effectué un tour complet dans le sens horlogique.

§10 - Dans les artères et voies de communication où il existe des terrains non-bâties, entre des bâtiments déjà construits, des numéros de police sont réservés par l'administration communale pour les constructions futures. L'administration communale fixe le nombre de numéros à réserver.

§11 - En cas de construction et en l'absence de numéro attribué à la parcelle et de numéro disponible, il peut être attribué à cette construction, le numéro de la construction adjacente (utilisée comme préfixe) suivi d'un suffixe (aussi appelé « indice ») d'une seule lettre en majuscule et ce afin d'éviter la renumérotation de la rue entière.

§12 - Aucun nouveau numéro de maison ou bâtiment ne peut être placé provisoirement à l'initiative du propriétaire ou du titulaire du droit réel sans une autorisation expresse. Aucun numéro de type différent du modèle adopté ne peut être placé sans la même autorisation.

§13 - Lorsque l'immeuble n'est pas érigé conformément aux prescriptions urbanistiques ou n'est pas en règle d'un point de vue urbanistique ou des dispositions applicables en matière de logement, un numéro provisoire est attribué à ce dernier. Si la situation est régularisée, le propriétaire ou le titulaire du droit réel sur cet immeuble introduit une nouvelle demande de numérotation auprès de l'administration communale.

§14 - Tout propriétaire ou titulaire d'un droit réel sur un immeuble est tenu d'apposer sur son immeuble, de manière visible depuis la voie publique, le numéro de son immeuble tel que fixé par l'administration communale et ce, dans le mois de la notification de ce numéro ou, en cas de nouvelle construction, avant toute domiciliation. Si le bâtiment est en retrait de l'alignement de voirie, le numéro de l'immeuble doit être apposé à front de voirie.

§15 - Il appartient au propriétaire ou au titulaire d'un droit réel sur le bâtiment d'acquiescer la plaque portant le numéro, en tôle métallique laquée de couleur bleue, délivrée par l'administration communale.

§16 - Lorsque des travaux entraînent le retrait temporaire du numéro de l'immeuble, celui-ci devra être replacé, dès la fin des travaux.

Sous-Numérotation

§17 - En ce qui concerne les immeubles comprenant plusieurs logements individuels et/ou des parties à usage commercial, l'administration communale attribuera à chaque partie distincte de l'immeuble un numéro qui l'identifiera.

Quant aux autres locaux (exemple : locaux techniques, caves, parking, etc...), aucun numéro d'identification ne leur sera attribué.

§18 - En ce qui concerne les immeubles collectifs, l'administration communale attribuera à chaque espace privatif dont jouit le ménage un numéro qui l'identifiera.

Quant aux autres locaux dits « communs » (exemple : cuisine, salle de séjour, salle de bain, WC, locaux techniques, caves, etc.), aucun numéro d'identification ne leur sera attribué.

Les règles prévues aux § 19 et suivants du présent article sont transposables aux logements collectifs. [Décision du Conseil communal du 22 avril 2021]

§19 - Si des logements individuels et/ou parties à usage commercial ont été créés dans un immeuble existant, par subdivision ou construction, le propriétaire ou le titulaire du droit réel sur cet immeuble a l'obligation de déclarer à l'administration communale la création de ses derniers de manière à obtenir de l'administration communale le numéro qui les identifiera. Le Propriétaire ou le Titulaire d'un droit réel de l'immeuble devra fournir à l'administration communale un plan permettant de situer avec précision tous les logements individuels et/ou parties à usage commercial. L'attribution d'un numéro ou d'un sous-numéro ne préjuge pas de l'obtention ultérieure d'un permis d'urbanisme pour ces logements et/ ou parties à usage commercial.

§20 - La numérotation des logements individuels et des parties à usage commercial est une suite suivie logique de nombres et/ou de lettres, en fonction de la localisation de ceux-ci. Elle est déterminée sur base des plans ou croquis fournis par le propriétaire ou le titulaire d'un droit réel de l'immeuble concerné.

§21 - La sous-numérotation des logements individuels et/ou des parties à usage commercial est faite dans le sens horlogique en commençant toujours par la gauche. Au niveau du rez-de-chaussée, la numérotation se fait au départ de la porte d'entrée principale. Quant aux étages, celle-ci s'effectue en fonction de l'accès, à chaque niveau, au départ de l'escalier.

Lorsque l'on peut accéder à un niveau par un ascenseur et par un escalier, il convient de définir la sous-numérotation au départ de l'ascenseur.

Au cas où il y aurait plusieurs ascenseurs pour accéder à un même niveau, il convient de définir la sous-numérotation en commençant par l'ascenseur le plus à gauche en regardant la façade.

§22 - Quant aux modalités de l'attribution de cette sous-numérotation aux différents logements individuels et/ou parties à usage commercial, les premier et deuxième chiffres désignent l'étage ; le troisième chiffre désigne le logements individuel et/ou partie à usage commercial de cet étage. Si l'étage comporte plus de neuf logements, seront utilisés les chiffres de 1 à 9, puis les lettres de l'alphabet (minuscules). [Décision du Conseil communal du 22 avril 2021]

Pour les logements individuels et/ou les parties à usage commercial situées en sous-sol, la sous-numérotation viendra en

suite de celle du rez-de-chaussée et avant l'entresol si le rez-de-chaussée en est pourvu.

Pour les logements individuels et/ou les parties à usage commercial situés à un entresol, la sous-numérotation viendra en suite de celle de l'étage immédiatement inférieur.

§23 - Si de nouveaux logements sont créés dans un bâtiment existant par le propriétaire ou le titulaire d'un droit réel sur celui-ci, par subdivision ou construction, une nouvelle sous-numérotation complète ou partielle de l'immeuble est obligatoire. Les adresses de domicile des occupants devront être modifiées dans les différents registres. Il revient au propriétaire, au titulaire d'un droit réel ou à l'occupant de prévenir de cette modification les organismes et/ou fournisseurs auprès desquels il est enregistré.

§24 - Lorsque l'autorité juge utile de modifier la sous-numérotation interne des logements, le propriétaire, le titulaire d'un droit réel ou encore l'occupant est averti de cette modification par courrier. La nouvelle sous-numérotation devra être apposée au plus tard dans les huit jours ouvrables à compter de la réception de la notification de ce changement.

Dispositions diverses

§25 - L'attribution d'un numéro ou d'un sous-numéro à un bâtiment ou à une partie de bâtiment ne signifie en aucun cas la conformité de ce bâtiment en matière de lois sociales, urbanistiques, de sécurité, de salubrité ou de toute autre législation et/ou réglementation en vigueur au moment de l'attribution du numéro ou du sous-numéro.

§26 - Les procédures judiciaires et/ou administratives pour non-conformité aux matières susmentionnées peuvent toujours être entamées ou poursuivies même après l'attribution d'un numéro d'immeuble ou d'un numéro d'unité d'habitation.

§27 - Il est interdit d'enlever, de dégrader, de modifier, de masquer, de faire disparaître ou de déplacer d'une manière quelconque tout dispositif visé par le présent article 92.

Article 92 bis - Du placement de sonnettes et de boîtes aux lettres

[Décision du Conseil communal du 20 juin 2019]

§1 - Le placement de sonnettes et de boîtes aux lettres est obligatoire. La responsabilité du placement de sonnettes et de boîtes aux lettres incombe au propriétaire ou titulaire de droit réel sur l'immeuble.

§2 - Le nombre de boîtes aux lettres et sonnettes présentes sur l'immeuble doit correspondre au nombre de logements individuels et/ou parties à usage commercial dans le bâtiment et/ou, le cas échéant, au nombre d'espaces privatifs dans le logement collectif. [Décision du Conseil communal du 22 avril 2021]

§3 - Les boîtes aux lettres prévues pour les sièges de sociétés sont autorisées sous le respect de la loi du 17/07/1975 relative à la comptabilité des entreprises.

§4 - Toutes les boîtes aux lettres et sonnettes sur un même immeuble ont un format similaire, sont de teinte uniforme, identifiées par le n° du logement/et ou le nom de la société s'il échet ;

§5 - Celles-ci doivent être placées à la limite de la voirie publique et regroupées sur la façade principale du bâtiment concerné ou en tout autre endroit accessible au public. Lorsqu'une habitation comporte plus de quatre boîtes aux lettres, ces boîtes peuvent être placées soit à la porte d'entrée, soit au rez-de-chaussée en un endroit bien éclairé et accessible.

§6 - Afin de respecter la réglementation postale, dans un immeuble à logements multiples (appartement, studio, ...) ou dans un logement collectif, le numéro de la boîte aux lettres reliée au logement sera obligatoirement le numéro attribué au logement par l'administration communale. [Décision du Conseil communal du 22 avril 2021]

§7 - Les boîtes aux lettres doivent être placées dans l'ordre chronologique et numérotées en chiffres apparents. Ce numéro doit suivre le format de la numérotation tel que décrit dans le paragraphe 22 de l'article 92.

§8 - Le promoteur, la gérance ou le propriétaire du logement collectif, de l'immeuble à logements multiples et/ou des parties à usage commercial se chargera, sans frais pour l'administration, du report dudit numéro sur les boîtes aux lettres. [Décision du Conseil communal du 22 avril 2021]

§9 - Si des logements (individuels ou collectifs) sont créés dans un bâtiment existant, par subdivision ou construction ou si la sous-numérotation à l'intérieur de l'immeuble est modifiée, la numérotation des boîtes aux lettres déjà existante doit être revue avec correction de l'adresse de domicile des occupants dans les différents registres. [Décision du Conseil communal du 22 avril 2021]

Article 93 – Signalisation non autorisée

Sauf autorisation préalable et écrite de l'autorité compétente, toute personne s'abstiendra de tracer ou placer toute signalisation sur la voie publique ou d'y faire toute inscription au moyen de quelque produit que ce soit.

La Ville peut enlever les objets et les inscriptions en infraction et rétablir la voie publique dans son état originel aux frais, risques et périls des contrevenants.

Section 10 - Déménagements

Article 94 - Déménagements, chargements et déchargements.

Aucun chargement ou déchargement de meubles ou d'autres biens ne peut avoir lieu après 22h00 et avant 06h00, sauf autorisation délivrée par le Bourgmestre.

Le transport, la manipulation, le chargement et le déchargement d'objets ou d'autres biens sur la voie publique doivent être effectués en veillant à ne pas obliger les piétons à quitter le trottoir, à ne pas les heurter ou les blesser et à ne pas compromettre ni la sûreté ni la commodité du passage, ni la tranquillité publique.

Le collège pourra prononcer la suspension administrative ou le retrait administratif de l'autorisation si son titulaire ne respecte pas les conditions qui y sont posées.

CHAPITRE QUATRIEME – Dispositions concernant les animaux

Article 95 - Circulation des animaux sur la voie publique et divagation

§1er. Tous propriétaires, gardiens ou surveillants d'animaux s'abstiendront de les laisser divaguer sur l'espace public. Les animaux divagants seront placés conformément à l'article 9 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux.

§2 Tout personne s'abstiendra, sur l'espace public, de procéder au dressage d'un animal quelconque, excepté les chiens d'utilité publique notamment des services de sécurité publique, des services de secours en général et les chiens de non voyants.

§3. Dans les zones urbanisées, toute personne s'abstiendra d'attirer, d'entretenir et de contribuer à la fixation d'animaux errants tels que rats et pigeons en leur distribuant de la nourriture et de porter ainsi atteinte à la salubrité ou à la sécurité publiques, ou à la commodité de passage.

§4. Toute personne s'abstiendra de capturer les pigeons errants ou bagués sauf si cette capture est effectuée par des personnes ou organismes habilités par le Bourgmestre.

§5. Toute personne s'abstiendra d'introduire ou de laisser introduire des animaux dans les parcs, cimetières et les jardins publics sauf aux endroits autorisés et en respectant les conditions imposées.

A défaut par le contrevenant de satisfaire aux injonctions, les animaux sont saisis en attendant qu'ils soient réclamés. Les frais de capture et de garde sont à charge du contrevenant.

§6. Toute personne s'abstiendra de circuler avec des animaux sur l'espace public sans prendre les précautions nécessaires pour les empêcher de porter atteinte à la commodité de passage et à la sécurité publique.

§7. Excepté les chiens pour non-voyant, toute personne s'abstiendra d'introduire un animal quelconque dans les établissements accessibles au public où l'accès lui est interdit soit par un règlement intérieur affiché à l'entrée, soit par des écriteaux ou pictogrammes.

§8. Toute personne s'abstiendra, sur l'espace public, d'abandonner des animaux à l'intérieur d'un véhicule en stationnement s'il peut en résulter un danger ou une incommodité pour les personnes ou pour les animaux eux-mêmes ; cette disposition est également applicable dans les parkings publics.

§9. Toute personne s'abstiendra, sur l'espace public de se trouver avec des animaux dont le nombre, le comportement ou l'état de santé pourraient porter atteinte à la sécurité ou à la salubrité publiques.

Article 95 bis – Des restrictions à l'usage des tondeuses à gazon robotisées

Afin de protéger la faune sauvage nocturne, le fonctionnement de tondeuses à gazon robotisées est strictement interdit de 18 à 9 heures.

[Décision du Conseil Communal du 24 septembre 2020]

Article 96 – Chiens agressifs

§1er. Par « maître », il faut entendre celui qui a en réalité la surveillance du chien, le propriétaire ou le détenteur. Par chien « agressif », il faut entendre tout chien qui par la volonté du maître, par le manque de surveillance de celui-ci ou pour toute autre raison intimide, incommode, provoque toute personne ou porte atteinte à la sécurité publique, à la commodité du passage et aux relations de bon voisinage.

§2. Le port de la laisse est obligatoire pour tous les chiens, dans tout lieu, privé ou public, accessible au public. Le maître doit pouvoir en toutes circonstances maîtriser son animal.

§3. Tout chien se trouvant en tout lieu, privé ou public, accessible au public doit pouvoir être identifié par puce électronique, tatouage ou collier adresse. Tout chien non identifié sera considéré comme errant.

§4. Tout chien errant sera saisi aux frais du contrevenant et dirigé vers un refuge ou tout autre endroit propre à l'accueillir. Si dans les quinze jours de la saisie, le maître ne se présente pas au refuge, le chien sera considéré comme abandonné et remis à l'organisme hébergeant. La récupération du chien par le maître n'est autorisée que moyennant l'identification préalable par puce électronique, tatouage ou collier adresse conforme à l'Arrêté ministériel du 2 mars 1998 et paiement à l'organisme hébergeant des frais d'hébergement pour le chien.

§5. Toute personne s'abstiendra d'utiliser un chien pour intimider, incommoder, provoquer toute personne ou porter atteinte à la sécurité publique, à la commodité du passage et aux relations de bon voisinage.

§6. Toute personne s'abstiendra de provoquer des combats de chiens, d'entraîner ou de dresser dans tout lieu public un chien à des comportements agressifs.

§7. Toute personne s'abstiendra de laisser un chien agressif sous la seule surveillance d'un mineur d'âge.

§8. Toute violation des §5 et §6 du présent article entraîne la saisie conservatoire du chien agressif aux frais du maître et son examen par un vétérinaire. Le chien agressif sera dirigé vers un refuge ou tout autre endroit propre à l'accueillir. La récupération du chien agressif par le maître n'est autorisée que :

1. moyennant l'identification préalable par puce électronique, tatouage ou collier adresse ;
2. un avis favorable d'un vétérinaire ;
3. le paiement des frais de saisie, d'hébergement et de vétérinaire.

En cas d'avis négatif du vétérinaire, le chien agressif sera, par arrêté individuel motivé du Bourgmestre, selon les

circonstances, soit euthanasié en raison de sa dangerosité, soit remis à l'organisme hébergeant.

En cas d'avis favorable moyennant une ou des conditions, par exemple le port obligatoire de la muselière, l'obligation de tenir le chien dans un enclos, un écolage de socialisation du chien dans un centre agréé par la Société Royale Saint-Hubert, selon des modalités qui seront chaque fois précisées, le Bourgmestre prendra un arrêté individuel motivé fixant les obligations particulières du maître.

§9. Outre ce qui précède, tout chien ayant causé des blessures à des personnes en tout lieu, privé ou public, accessible au public peut être saisi et euthanasié aux frais du maître.

Article 97 – Chiens à l'attache

Toute personne s'abstiendra de mettre un chien de garde à l'attache s'il n'est pas tenu à l'intérieur d'un bâtiment fermé ou dans une propriété clôturée. Lorsqu'il est tenu à l'extérieur d'un bâtiment, l'enclos spécialement aménagé est tel que le chien ne puisse le franchir afin qu'il ne puisse porter atteinte aux usagers voisins de la propriété ni à leurs biens.

Article 98 – Chiens de garde

Excepté pour les forces de l'ordre et les services de gardiennage agréés, toute personne s'abstiendra sur l'espace public de faire garder des véhicules et autres engins par des chiens, même mis à l'attache.

Article 99 - Détention d'animaux malfaisants ou dangereux

Sans préjudice des dispositions légales, décrétales et réglementaires, toute personne s'abstiendra d'entretenir et de détenir des animaux dont l'espèce, la famille ou le type sont réputés habituellement comme étant malfaisants ou féroces et de nature à porter atteinte à la tranquillité et/ou à la sécurité publiques et/ou à la commodité de passage.

Article 100 - Détention d'animaux domestiques

Sans préjudice des dispositions légales, décrétales et réglementaires relatives notamment à l'exploitation d'établissements classés, les écuries, étables et en général tous lieux où l'on garde des poules, pigeons, chèvres, moutons et autres animaux domestiques doivent être maintenus dans un état de propreté.

Article 101 – Epidémies – épizooties

En cas de danger, d'épidémie ou d'épizootie et sans préjudice d'autres dispositions légales, le propriétaire de l'immeuble infesté ou infecté et/ou son occupant et/ou son gardien est tenu de procéder à tous travaux de nettoyage, désinfection ou destruction de parasites, sur rapport du médecin ou du vétérinaire requis par le Bourgmestre.

A défaut de ce faire, le cas échéant, le Bourgmestre procède aux mesures d'office aux frais, risques et périls du défaillant.

Article 102 – Responsabilité des maîtres

§1er. Les propriétaires, gardiens ou détenteurs d'animaux sont tenus de les empêcher :

- de souiller les murs, façades, étalages, terrasses, véhicules, accotements et trottoirs ;
- d'endommager les plantations ou autres objets se trouvant sur l'espace public.
- d'effectuer leurs besoins sur la voie publique ailleurs que dans les filets d'eau ou aux endroits spécialement prévus à cet effet.

§2. Les personnes qui accompagnent un chien sont tenues de faire disparaître les excréments déféqués malgré l'interdiction faite au §1^{er} du présent article par l'animal sur l'espace public, en ce compris les squares, les parcs, les espaces verts des avenues et les jardins publics.

Ces personnes doivent ramasser les excréments de leur chien :

- soit au moyen d'un petit sachet et selon le mode d'emploi y figurant ;
- soit de toute autre manière adéquate.

Les contrevenants sont tenus de remettre sans délai les lieux souillés en état de propreté, sans préjudice des poursuites dont ils peuvent faire l'objet.

CHAPITRE CINQUIEME – Dispositions concernant la propreté publique et la salubrité

Section 1 - Propreté de la voie publique

Article 103 – Abandons de déchets sur la voie publique

Conformément aux dispositions du Décret Régional Wallon du 27 juin 1996, toute personne s'abstiendra d'abandonner, de déposer ou de jeter sur l'espace public toute matière, tout emballage, tout papier ou tout objet quelconque. Sans préjudice des amendes administratives et autres poursuites, la commune peut procéder d'office à la remise en état aux frais et aux risques du contrevenant.

Article 104 – Tracts

§1er. Les tracts d'opinion et philanthropiques ne peuvent être distribués que de la main à la main aux passants qui les acceptent. Toute distribution à la volée est interdite. Ces documents doivent obligatoirement porter la mention « ne peut être jeté sur la voie publique ».

§2. A l'exception des messages diffusés par l'autorité publique, toute personne s'abstiendra de déposer des imprimés sur les véhicules en stationnement.

Article 105 – Imprimés publicitaires

Les imprimés publicitaires ou de la presse d'information gratuite doivent être enfouis dans les boîtes aux lettres. Dans un souci de propreté publique, toute personne s'abstiendra de déposer ces imprimés en violation des indications apposées sur les boîtes aux lettres (par exemple « pas de publicité »). En cas de non-respect des dispositions du présent article, c'est la personne physique ou

morale chargée de la distribution des imprimés publicitaires ou de la presse d'information gratuite qui sera sanctionnée de l'amende administrative. A défaut, l'éditeur responsable sera lui-même sanctionné autant de fois que l'infraction aura été constatée.

Article 106 – Urine

Sauf aux endroits spécialement prévus à cet effet, toute personne s'abstiendra d'uriner sur la voie publique ou contre les propriétés riveraines bâties.

Article 107 – Affichage

§1er. Toute personne s'abstiendra d'apposer ou de faire apposer des affiches ou des autocollants sur l'espace public sans autorisation, ou en ne se conformant pas aux conditions déterminées par le collège dans l'acte d'autorisation. Le collège pourra prononcer la suspension administrative ou le retrait administratif de l'autorisation si son titulaire ne respecte pas les conditions qui y sont posées.

§2. Les affiches à caractère électoral peuvent être posées aux endroits déterminés par le Collège, selon les conditions que celui-ci détermine.

§3. Les affiches ou les autocollants apposés en contravention au présent règlement devront être enlevés à la première réquisition de la police, faute de quoi, sans préjudice d'autres poursuites, l'autorité procédera d'office, aux frais, risques et périls du contrevenant, à leur enlèvement.

§4. Sans préjudice de l'article 560, 1°, du code pénal, toute personne s'abstiendra de salir, recouvrir, abîmer, dégrader ou altérer les affiches ou les autocollants, que ceux-ci aient ou non été posés avec l'autorisation de l'autorité.

Article 108 - Nettoyage de la voie publique

§1er. Tout habitant, soit propriétaire, locataire ou occupant est tenu de nettoyer le trottoir et le filet d'eau devant sa demeure afin d'enlever les végétations spontanées ainsi que les éventuels déchets qui s'y trouvent.

§2. En cas d'occupation par plusieurs ménages, le nettoyage est à charge de ceux qui occupent le rez-de-chaussée et, si celui-ci n'est pas habité, à charge de ceux qui occupent les étages supérieurs en commençant par le premier.

En ce qui concerne les établissements et édifices appartenant à une personne morale, l'obligation de nettoyage incombe aux concierges, portier ou gardiens desdits établissements ; en l'absence ou à défaut d'un tel préposé, l'obligation incombe à celui qui a la direction de l'établissement.

Dans le cas d'immeubles à appartements multiples comportant plusieurs propriétaires, l'obligation de nettoyage est à la charge du concierge ou du syndic.

§3. Dans les voies piétonnes, les riverains sont tenus de nettoyer la portion du domaine public faisant front au bien qu'ils

occupent ; cette obligation est limitée à la moitié de la largeur de la voie piétonne si cette largeur est inférieure à 6 mètres et à 3 mètres si cette largeur est supérieure à 6 mètres.

§4. Pour les filets d'eau et les trottoirs construits en dur, le nettoyage doit être effectué chaque fois que nécessaire et en tout cas une fois par semaine, sans préjudice des dispositions prévues en cas de gel ou de neige.

§5. Les matières ou objets résultant du nettoyage doivent être ramassés et évacués. En aucun cas, ces matières ou objets ne peuvent être abandonnés sur la voie publique ou dans les filets d'eau, ni être poussés dans les avaloirs, à l'exception des eaux usées domestiques provenant du nettoyage, ou devant les propriétés d'autrui.

Article 109 – Déchargement, préparation de matériaux

§1er. Toute personne qui charge ou décharge des matériaux ou objets quelconques sur la voie publique est tenue de nettoyer le sol immédiatement après le chargement ou le déchargement.

§2. Les personnes appelées à confectionner du béton ou du mortier sur le domaine public doivent assurer la protection du revêtement au moyen d'une tôle ou de tout dispositif analogue.

Article 110 – Nettoyage de véhicules, réparation de véhicules, abandon de véhicules

§1er. Toute personne s'abstiendra de procéder sur l'espace public à des travaux d'entretien, de graissage, de vidange ou de réparation de véhicules ou des pièces desdits véhicules, à l'exception des dépannages effectués immédiatement après la survenance de la déféctuosité pour autant qu'il s'agisse d'interventions très limitées destinées à permettre au véhicule de poursuivre sa route ou d'être pris en remorque. Après toute opération et dans le respect du Code de la route, les souillures occasionnées à la voie publique devront être nettoyées immédiatement.

§2. Le lavage des véhicules privés est permis sur l'espace public aux heures de la journée les plus compatibles avec la sécurité et la commodité de passage et la tranquillité publique ; il est interdit entre 22 heures et 6 heures.

Les travaux de lavage ou de nettoyage ne pourront s'effectuer que devant l'immeuble occupé par le propriétaire du véhicule ou devant son garage.

Les produits et ustensiles utilisés pour les opérations de réparation ou de lavage du véhicule doivent être soigneusement rassemblés de manière à ne pas gêner le passage des piétons et des usagers de la route.

Le lavage des véhicules servant exclusivement au transport de marchandises ou en commun de personnes est interdit.

§3. Toute personne s'abstiendra d'abandonner un véhicule sur le trottoir et sur la voie publique pour le mettre en vente ou de laisser un véhicule stationner sans ses plaques d'immatriculation. Cette interdiction vaut également pour les véhicules non immatriculés mis en dépôt sur un domaine privé lorsque les véhicules sont visibles de la voie publique. Sans préjudice d'autres poursuites, la commune peut procéder d'office à la remise en état aux frais et aux risques du

contrevenant en enlevant et en entreposant ces véhicules ainsi abandonnés.

Article 111 – Friteries, commerces ambulants, fast-food, nightshops

§1er. Les exploitants de friteries, commerces ambulants, fast-food, nightshops et autres vendeurs de marchandises à consommer sur place ou dans les environs immédiats veilleront à assurer la propreté du domaine public et du voisinage aux abords de leurs établissements.

§2. Ils y installeront un nombre suffisant de corbeilles à déchets d'un type agréé par la commune et veilleront à les vider aussi souvent que nécessaire. Ces poubelles ne peuvent être ancrées dans le sol.

§3. Avant de fermer leurs établissements, ils veilleront à évacuer tous les déchets et éliminer toutes les souillures résultant de leur activité commerciale.

§4. Les exploitants d'établissements ayant une emprise sur la voie publique telle qu'une terrasse sont responsables de la propreté de ces lieux et doivent prévoir des cendriers et poubelles en suffisance pour maintenir les terrasses en tout temps en état de propreté. Au terme de l'exploitation commerciale journalière, l'exploitant doit procéder au nettoyage de l'espace public occupé par la terrasse, conformément aux prescrits de l'article 108 §5.

§4. Le collège pourra prononcer la suspension administrative ou le retrait administratif de l'autorisation si son titulaire ne respecte pas les conditions qui y sont posées ou le présent règlement.

Article 112 – Déchets des marchés publics

Les commerçants des marchés publics ainsi que les brocanteurs sont tenus d'évacuer les déchets résultant de leurs activités commerciales. Ils se conformeront aux dispositions relatives au nettoyage telles que prévues par les dispositions du présent règlement relatives aux marchés publics.

Article 113 - Evacuation des eaux pluviales et des eaux usées domestiques

§1er. A l'exception des eaux servant au nettoyage du sol, nul ne peut laisser s'écouler ou jeter sur la voie publique les eaux usées domestiques provenant de l'intérieur d'immeubles. Il en va de même pour les eaux pluviales provenant des toitures qui doivent être conduites vers un dispositif d'évacuation.

§2. Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires, toute personne s'abstiendra de déposer, de déverser, de jeter ou de laisser s'écouler dans les fossés ou dans les conduits destinés à l'évacuation des eaux pluviales ou usées, ce qui est de nature à les obstruer ou à les polluer.

Article 114 – Egouts

Tout travail de raccordement aux égouts existants, de débouchage, de nettoyage, de réparation ou de modification de raccordement particulier placé dans le domaine public, et réalisé par le riverain à ses frais, n'est permis qu'après octroi des autorisations nécessaires à solliciter auprès du Collège.

Article 115 - Ecoulement des eaux

Pour les habitations raccordées à l'égout, sans préjudice des dispositions légales, décrétales et réglementaires, l'évacuation des eaux usées doit se faire exclusivement et directement par celui-ci.

L'évacuation de ces eaux doit se faire soit de manière gravitationnelle, soit par un système de pompage.

Toutefois, les eaux pluviales peuvent être évacuées par des drains dispersants, des voies artificielles d'écoulement ou par des eaux de surface.

Elles ne peuvent être dirigées vers les propriétés voisines ou sur la voie publique.

Section 2 - Salubrité publique

Article 116 - De l'enlèvement des déchets ménagers

Le Règlement communal concernant la gestion des déchets voté le 15 octobre 2004 par le Conseil communal est d'application concernant l'enlèvement des déchets ménagers.

Article 117 – Containers –poubelles

§1er. Il est interdit à quiconque de fouiller les containers (bulles à verre, à plastique, à textile) mis à la disposition de la population afin qu'elle puisse y déverser les déchets destinés au recyclage ou à la valorisation.

§2. Les poubelles publiques et bacs à papier servent uniquement aux usagers de la voirie. En aucun cas ni ces dispositifs ni leurs abords ne pourront recevoir des déchets conditionnés en vue des collectes à domicile.

§3. Le dépôt de déchets dans les containers mis à la disposition du public est réservé aux particuliers. Les commerçants, sociétés commerciales, artisanales et/ou industrielles, doivent s'adresser à une société de collecte de déchets.

§4. Toute personne s'abstiendra de déposer des déchets de quelque nature que ce soit aux abords des containers mis à la disposition du public. Lorsque ces containers sont remplis, l'usager est invité à en informer le service public chargé de la collecte des déchets ou l'administration communale.

Article 118 - Des parcs à containers

Les usagers des parcs à containers publics doivent se conformer aux modalités prescrites par les gestionnaires des parcs ainsi qu'aux injonctions de leurs préposés.

Article 119 – Fosses septiques

§1. Sans préjudice des dispositions légales, décrétales et réglementaires, les fosses d'aisance doivent être maintenues en

parfait état d'entretien. Tout suintement de leur contenu soit par les murs, soit par le fond, oblige le propriétaire de l'immeuble desservi et/ ou son occupant et/ ou son gardien à procéder aux réparations nécessaires dans les 48 heures.

§2. Le curage desdites fosses doit être effectué chaque fois que nécessaire par le propriétaire de l'immeuble desservi et/ou son occupant et/ou son gardien.

Article 120 – Destruction de l'ivraie

Les propriétaires ou usufruitiers, occupants, gestionnaires de terrains incultes ou en culture qui bordent la voie publique ou d'autres terrains cultivés ou entretenus, sont tenus, à la première réquisition de la police, de détruire l'ivraie.

Il faut entendre par ivraie les mauvaises herbes telles qu'orties, chardons, camomilles sauvages, dents de lion, ronces, chiendent, liserons, et autres parasites qui peuvent se répandre et occasionner ainsi des préjudices aux voisins. Ces mesures ne s'appliquent pas aux plantes médicinales, ornementales ou non envahissantes.

Article 121 – Occupation d'immeubles insalubres

§1er. Sans préjudice des dispositions prévues par la présente section, lorsque la malpropreté des immeubles bâtis ou non met en péril la salubrité publique, le propriétaire et/ ou l'occupant et/ ou celui qui en a la garde doit, dans le délai imparti, se conformer aux mesures prescrites par le Bourgmestre.

§2. Lorsqu'il y a péril pour la salubrité publique, le Bourgmestre ordonne l'évacuation des lieux.

§3. Est interdite l'occupation ou l'autorisation d'occuper des lieux dont le Bourgmestre a ordonné l'évacuation.

Article 122 – Perte de chargement

Le transporteur de matières et de matériaux qui, par perte de son chargement, a souillé la voie publique est tenu de procéder sans délai à son nettoyage.

A défaut pour lui de ce faire, il y est procédé d'office par la Ville, aux frais, risques et périls du transporteur.

Article 123 – Remplissage des piscines privées

Le remplissage des piscines privées est soumis à l'autorisation préalable du Bourgmestre entre le 15 juin et le 15 septembre ou dès que ce dernier l'estime nécessaire eu égard au degré de raréfaction des ressources hydriques sur l'ensemble ou sur une partie du territoire communal.

Section 3 - Mesures de prophylaxie

Article 124 – Installations sportives

L'accès des cabines, douches ou piscines des bains et installations sportives accessibles au public est interdit aux personnes :

- se trouvant en état de malpropreté manifeste ;
- infectées de vermine ;
- atteintes soit d'une maladie contagieuse directement transmissible par l'air ou par l'eau, soit d'une blessure non cicatrisée ou couverte par un pansement, soit d'une affection dermatologique accompagnée d'éruptions cutanées

CHAPITRE SIXIEME – dispositions relatives à la prévention des incendies et calamités

Article 125 – Obligation

Quiconque constate l'imminence ou l'existence d'un événement de nature à mettre en péril la salubrité ou la sécurité publique est tenu d'alerter immédiatement l'autorité publique, soit au bureau de police, soit au poste de pompiers, soit au centre d'appel d'urgence 100 ou 112.

Article 126 – Incendies.

Dès qu'un incendie se déclare, les personnes qui s'en aperçoivent sont tenues d'en donner immédiatement avis soit au bureau de police, soit au poste de pompiers, soit au centre d'appel d'urgence 100 ou 112.

Article 127 – Incendies – obligation des occupants.

Les occupants d'un immeuble dans lequel un incendie s'est déclaré ainsi que ceux des immeubles voisins doivent :

1. obtempérer immédiatement aux injonctions et réquisitions des pompiers, agents de la protection civile, des fonctionnaires de police ou d'autres services publics dont l'intervention est nécessaire pour combattre le sinistre ;
2. permettre l'accès à leur immeuble ;
3. permettre l'utilisation des points d'eau et de tous moyens de lutte contre l'incendie dont ils disposent.

Article 128 – Accès aux bouches d'incendie

§1er. Sont interdits sur la voie publique et dans les lieux accessibles au public le stationnement de véhicules et le dépôt, même temporaire, de choses pouvant gêner ou empêcher le repérage, l'accès ou l'utilisation des ressources en eau pour l'extinction des incendies.

§2. Toute personne s'abstiendra de dénaturer, dissimuler ou laisser dissimuler, dégrader, déplacer ou faire disparaître les signaux d'identification ou de repérage des ressources en eau pour l'extinction des incendies.

§3. Les bouches d'incendie, les couvercles ou trapillons fermant les chambres des bouches d'incendie et les puisards doivent toujours rester dégagés, bien visibles et aisément accessibles.

Article 129 - Etablissements habituellement accessibles au public

§1er. Les exploitants d'établissements qui sont habituellement accessibles au public, même lorsque celui-ci n'y est admis que sous certaines conditions, sont tenus de se conformer aux recommandations et directives du Service Régional d'Incendie.

Aussi longtemps que ces recommandations et directives ne sont pas respectées, les exploitants ne peuvent admettre le public dans leur établissement.

§2. Les organisateurs de fêtes et divertissements tels que fêtes, fancy-fair, événements culturels et divertissements accessibles au public tels que représentations théâtrales, bals, soirées dansantes, soirées spectacles, auditions vocales ou instrumentales, exhibitions, concours, compétitions, illuminations, spectacles pyrotechniques, grands feux, etc., qui ont lieu dans des établissements non habituellement accessibles au public pour ce genre d'activités doivent, selon que le rassemblement s'effectue en plein air ou en lieu clos et couvert, introduire une demande ou une déclaration préalable et écrite au Bourgmestre.

Article 130 – Respect des impératifs de sécurité

Si un événement tel que défini à l'article précédent est organisé dans un lieu accessible au public, dont les organisateurs sont en défaut de prouver que ledit lieu est conforme aux impératifs de sécurité notamment en application de la réglementation en matière de sécurité incendie, le Bourgmestre pourra interdire l'événement et la police pourra, le cas échéant, faire évacuer et fermer l'établissement.

Article 131 – Faux appels

§1er. Il est interdit d'imiter les appels ou signaux des pompiers, police locale ou fédérale et d'autres services de secours.

§2. Tout appel au secours abusif ou tout usage abusif d'une borne d'appel ou d'un appareil de signalisation destiné à assurer la sécurité des usagers est interdit.

Article 132 – Barbecues

Toute personne s'abstiendra d'utiliser des barbecues et appareils utilisant de l'huile, de la graisse, des braises ou du charbon de bois sur la voie publique. Seuls peuvent être autorisés par le Bourgmestre les appareils de cuisson électrique ou fonctionnant au gaz et répondant aux directives fixées par le Service Régional d'Incendie.

Article 133 – Opérations de combustion

§1er. La destruction par combustion en plein air de tous déchets est interdite, à l'exclusion des déchets végétaux provenant :

- de l'entretien des jardins ;
- de déboisement ou défrichement de terrains ;
- d'activités agricoles.

§2. Les feux allumés en plein air doivent être situés à plus de 100 mètres des habitations, édifices, forêts, bruyères, bois, vergers, plantations, haies, meules, tas de grain, paille, foin, fourrage ou tout autre dépôt de matériaux inflammables ou combustibles.

§3. Les feux sont interdits pendant la nuit.

Pendant la durée d'ignition, les feux doivent faire l'objet d'une surveillance constante par une personne majeure.

§4. L'importance des feux doit être maintenue à un niveau tel qu'ils puissent être maîtrisés par ceux qui les ont allumés.

§5. Par temps de grand vent, supérieur à 50 km/heure, les feux sont interdits.

Article 134 – Fumées

Les vapeurs, fumées et émanations résultant d'opérations de combustion ou de cuisson doivent être évacuées au moyen de dispositifs empêchant leur pénétration dans les habitations voisines.

Dans les bâtiments à appartements multiples, il n'est pas permis d'utiliser des barbecues sur les balcons et terrasses, sauf si les barbecues sont reliés à un système efficace d'évacuation des fumées et odeurs de nature à éviter toutes incommodités des voisins.

Article 135 – Cheminées

Tout occupant d'une habitation ou d'une partie d'habitation est tenu de veiller à ce que les cheminées et les tuyaux conducteurs de fumée qu'il utilise soient maintenus constamment en bon état de fonctionnement. Il est tenu de faire la preuve d'un entretien régulier par ramoneur en cas de feu de cheminée.

CHAPITRE SEPTIEME : comportements autrefois visés par le Titre X du Code pénal et par l'arrêté-loi du 29 décembre 1945 portant interdiction des inscriptions sur la voie publique

Article 136 :

Seront passibles d'une ou plusieurs sanctions administratives définies à l'article 138 du présent règlement :

[ancien article 551 du Code pénal]

1°- Ceux qui auront négligé de nettoyer les rues ou passages dans les communes où ce soin est mis à la charge des habitants;

2°- Ceux qui, sans nécessité, ou sans permission de l'autorité compétente, auront embarrasé les rues, les places ou toutes autres parties de la voie publique, soit en y laissant des matériaux, des échafaudages ou d'autres objets quelconques, soit en y creusant des excavations;

[ancien article 552 du Code pénal]

3°- Ceux qui auront jeté, exposé ou abandonné sur la voie publique des choses de nature à nuire par leur chute ou par des exhalaisons insalubres;

[ancien article 556 du Code pénal]

4°- Ceux qui auront laissé divaguer des animaux malfaisants ou féroces étant sous leur garde;

5°- Ceux qui auront excité ou n'auront pas retenu leurs chiens, lorsqu'ils attaquent ou poursuivent les passants, quand même il n'en serait résulté aucun mal ou dommage;

[ancien article 559 du Code pénal]

6°- Ceux qui auront causé la mort ou la blessure grave des animaux ou bestiaux appartenant à autrui, par l'effet de la divagation d'animaux malfaisants ou féroces, ou par la rapidité, la mauvaise direction ou le chargement excessif des voitures, chevaux, bêtes de trait, de charge ou de monture;

[ancien arrêté-loi du 29 décembre 1945 portant interdiction des inscriptions sur la voie publique]

CHAPITRE HUITIEME : comportements visés par le Titre X du Code pénal (infractions mixtes)

Article 137 : Seront passibles d'une ou plusieurs sanctions administratives définies à l'article 138 du présent règlement :

1° [Ceux qui auront méchamment abattu un ou plusieurs arbres, coupé, mutilé ou écorcé ces arbres de manière à les faire périr, ou détruit une ou plusieurs greffes] ; [article 537 du Code pénal] [Modifié par décision du Conseil Communal du 17 mars 2015]

2° Ceux qui, hors les cas prévus par le chapitre III, titre IX, livre II du Code pénal, auront volontairement endommagé ou détruit les propriétés mobilières d'autrui; [article 559, 1° du Code pénal]

3° Ceux qui se seront rendus coupables de bruits ou tapages nocturnes de nature à troubler la tranquillité des habitants; [article 561, 1° du Code pénal]

4° Ceux qui auront volontairement dégradé des clôtures urbaines ou rurales, de quelques matériaux qu'elles soient faites; [article 563, 2° du Code pénal]

5° Les auteurs de voies de fait ou violences légères, pourvu qu'ils n'aient blessé ni frappé personne, et que les voies de fait n'entrent pas dans la classe des injures; particulièrement ceux qui auront volontairement, mais sans intention de l'injurier, lancé sur une personne un objet quelconque de nature à l'incommoder ou à la souiller. [article 563, 3° du Code pénal]

6° [Ceux qui, sauf dispositions légales contraires, se présentent dans les lieux accessibles au public le visage masqué ou dissimulé en tout ou en partie, de manière telle qu'ils ne soient pas identifiables. Toutefois, ne sont pas visés, ceux qui circulent dans les lieux accessibles au public le visage masqué ou dissimulé en tout ou en partie, de manière telle qu'ils ne soient pas identifiables et ce, en vertu de règlements de travail ou d'une

ordonnance de police à l'occasion de manifestations festives.] [article 563bis du Code pénal] [Modifié par Décision du Conseil Communal du 17 mars 2015]

Article 137bis – infractions relatives à l'arrêt et au stationnement, ainsi qu'aux signaux C3 et F103 constatées au moyen d'appareils fonctionnant automatiquement.

[Décision du Conseil Communal du 17 mars 2015]

§ 1^{er}. Sont des infractions de première catégorie, sanctionnées d'une amende administrative ou d'un paiement immédiat de 55 euros:

- a) Dans les zones résidentielles, le stationnement est interdit sauf :
 - aux emplacements qui sont délimités par des marques routières ou un revêtement de couleur différente et sur lesquels est reproduite la lettre « P » ;
 - aux endroits où un signal routier l'autorise.
- b) Sur les voies publiques munies de dispositifs surélevés, qui sont annoncés par les signaux A14 et F87, ou qui, aux carrefours sont seulement annoncés par un signal A14 ou qui sont situés dans une zone délimitée par les signaux F4a et F4b, l'arrêt et le stationnement sont interdits sur ces dispositifs, sauf réglementation locale.
- c) Dans les zones piétonnes, le stationnement est interdit.
- d) Tout véhicule à l'arrêt ou en stationnement doit être rangé à droite par rapport au sens de sa marche. Toutefois, si la chaussée est à sens unique, il peut être rangé de l'un ou de l'autre côté.
- e) Tout véhicule à l'arrêt ou en stationnement doit être rangé :
 - hors de la chaussée sur l'accotement de plain-pied ou, en dehors des agglomérations, sur tout accotement ;
 - s'il s'agit d'un accotement que les piétons doivent emprunter, une bande praticable d'au moins un mètre cinquante de largeur doit être laissée à leur disposition du côté extérieur de la voie publique ;
 - si l'accotement n'est pas suffisamment large, le véhicule doit être rangé partiellement sur l'accotement et partiellement sur la chaussée ;
 - à défaut d'accotement praticable, le véhicule doit être rangé sur la chaussée.
- f) Tout véhicule rangé totalement ou partiellement sur la chaussée doit être placé :
 - à la plus grande distance possible de l'axe de la chaussée ;

- parallèlement au bord de la chaussée, sauf aménagement particulier des lieux ;
- en une seule file.

Les motocyclettes sans side-car ou remorque peuvent toutefois stationner perpendiculairement sur le côté de la chaussée pour autant qu'elles ne dépassent pas le marquage de stationnement indiqué.

- g) Les bicyclettes et les cyclomoteurs à deux roues doivent être rangés en dehors de la chaussée et des zones de stationnement visées à l'article 75.2 de l'Arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique de telle manière qu'ils ne gênent pas ou ne rendent pas dangereuse la circulation des autres usagers, sauf aux endroits signalés conformément à l'article 70.2.1.3^o.f de l'Arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique.
- h) Les motocyclettes peuvent être rangées hors de la chaussée et des zones de stationnement visées à l'article 75.2 de l'Arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, de telle manière qu'elles ne gênent pas ou ne rendent pas dangereuse la circulation des autres usagers.
- i) Il est interdit de mettre un véhicule à l'arrêt ou en stationnement à tout endroit où il est manifestement susceptible de constituer un danger pour les autres usagers de la route ou de les gêner sans nécessité, en particulier :
 - à 3 mètres ou plus mais à moins de 5 mètres de l'endroit où les cyclistes et les conducteurs de cyclomoteurs à deux roues sont obligés de quitter la piste cyclable pour circuler sur la chaussée ou de quitter la chaussée pour circuler sur la piste cyclable ;
 - sur la chaussée à 3 mètres ou plus mais à moins de 5 mètres en deçà des passages pour piétons et des passages pour cyclistes et conducteurs de cyclomoteurs à deux roues ;
 - aux abords des carrefours, à moins de 5 mètres du prolongement du bord le plus rapproché de la chaussée transversale, sauf réglementation locale ;
 - à moins de 20 mètres en deçà des signaux lumineux de circulation placés aux carrefours, sauf réglementation locale ;
 - à moins de 20 mètres en deçà des signaux lumineux de circulation placés en dehors des carrefours sauf pour les véhicules dont la hauteur, chargement compris ne dépassent pas 1,65 m, lorsque le bord inférieur de ces

signaux se trouve à 2 mètres au moins au-dessus de la chaussée ;

j) Il est interdit de mettre un véhicule en stationnement :

- à moins d'un mètre tant devant que derrière un autre véhicule à l'arrêt ou en stationnement et à tout endroit où le véhicule empêcherait l'accès à un autre véhicule ou son dégagement ;
- à moins de 15 mètres d'un panneau indiquant un arrêt d'autobus, de trolleybus ou de tram ;
- devant les accès carrossables des propriétés, à l'exception des véhicules dont le signe d'immatriculation est reproduit lisiblement à ces accès ;
- à tout endroit où le véhicule empêcherait l'accès à des emplacements de stationnement établis hors de la chaussée ;
- en dehors des agglomérations sur la chaussée d'une voie publique pourvue du signal B9 ;
- sur la chaussée lorsque celle-ci est divisée en bandes de circulation, sauf aux endroits pourvus du signal E9a ou E9b ;
- sur la chaussée le long de la ligne discontinue de couleur jaune, prévue à l'article 75.1.2^o de l'Arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique ;
- sur les chaussées à deux sens de circulation, du côté opposé à celui où un autre véhicule est déjà à l'arrêt ou en stationnement, lorsque le croisement de deux autres véhicules en serait rendu malaisé ;
- sur la chaussée centrale d'une voie publique comportant trois chaussées ;
- en dehors des agglomérations, du côté gauche d'une chaussée d'une voie publique comportant deux chaussées ou sur le terre-plein séparant ces deux chaussées.

k) Il est interdit de faire apparaître sur le disque des indications inexactes. Les indications du disque ne peuvent être modifiées avant que le véhicule n'ait quitté l'emplacement.

l) Il est interdit de mettre en stationnement plus de vingt-quatre heures consécutives sur la voie publique des véhicules à moteur hors d'état de circuler et des remorques.

Dans les agglomérations, il est interdit de mettre en stationnement sur la voir publique pendant plus de huit heures consécutives des véhicules automobiles et des

remorques lorsque la masse maximale autorisée dépasse 7,5 tonnes, sauf aux endroits pourvus du signal E9a, E9c ou E9d.

Il est interdit de mettre en stationnement sur la voir publique pendant plus de trois heures consécutives des véhicules publicitaires.

- m) Ne pas avoir apposé la carte spéciale visée à l'article 27.4.3 de l'Arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique ou le document qui y est assimilé par l'article 27.4.1 du même Arrêté sur la face interne du pare-brise, ou à défaut, sur la partie avant du véhicule mis en stationnement aux emplacements de stationnement réservés aux véhicules utilisés par les personnes handicapées.
- n) Ne pas respecter les signaux E1, E3, E5, E7 et de type E9 relatifs à l'arrêt et au stationnement.
- o) Ne pas respecter le signal E11.
- p) Il est interdit de s'arrêter ou de stationner sur les marques au sol des îlots directionnels et des zones d'évitement.
- q) Il est interdit de s'arrêter ou de stationner sur les marques de couleur blanche définies à l'article 77.5 de l'Arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique qui délimitent les emplacements qui doivent occuper les véhicules.
- r) Il est interdit de s'arrêter ou de stationner sur les marques en damier composées de carrés blancs apposées sur le sol.
- s) Ne pas respecter le signal C3 dans le cas où les infractions sont constatées au moyen d'appareils fonctionnant automatiquement.
- t) Ne pas respecter le signal F103 dans le cas où les infractions sont constatées au moyen d'appareils fonctionnant automatiquement.

§2. Sont des infractions de deuxième catégorie, sanctionnées d'une amende administrative ou d'un paiement immédiat de 110 euros :

- a) Il est interdit de mettre un véhicule à l'arrêt ou en stationnement sur les routes pour automobiles, sauf sur les aires de stationnement indiquées par le signal E9a.
- b) Il est interdit de mettre un véhicule à l'arrêt ou en stationnement à tout endroit où il est manifestement susceptible de constituer un danger pour les autres usagers de la route ou gêner sans nécessité, notamment :
 - sur les trottoirs et, dans les agglomérations, sur les accotements en saillie, sauf réglementation locales ;

- sur les pistes cyclables et à moins de trois mètres de l'endroit où les cyclistes et les conducteurs de cyclomoteurs à deux roues sont obligés de quitter la piste cyclable pour circuler sur la chaussée ou de quitter la chaussée pour circuler sur la piste cyclable ;
- sur les passages pour piétons, sur les passages pour cyclistes et conducteurs de cyclomoteurs à deux roues et sur la chaussée à moins de trois mètres en deçà de ces passages ;
- sur la chaussée, dans les passages inférieurs, dans les tunnels et sauf réglementation locale, sous les ponts ;
- sur la chaussée à proximité du sommet d'une côte et dans un virage lorsque la visibilité est insuffisante.

c) Il est interdit de mettre un véhicule en stationnement :

- aux endroits où les piétons et les cyclistes et conducteurs de cyclomoteurs à deux roues doivent emprunter la chaussée pour contourner un obstacle ;
- aux endroits où le passage des véhicules sur rails serait entravé ;
- lorsque la largeur du passage libre sur la chaussée serait réduite à moins de trois mètres.

d) Il est interdit de mettre un véhicule en stationnement aux emplacements de stationnement signalés comme prévu à l'article 70.2.1.3^{o,c} de l'Arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, sauf pour les véhicules utilisés par les personnes handicapées titulaires de la carte spéciale visée à l'article 27.4.1 ou 27.4.3 de l'Arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique.

§3. Sont des infractions de quatrième catégorie, sanctionnées d'une amende administrative ou d'un paiement immédiat de 330 euros :

- a) Il est interdit de mettre un véhicule à l'arrêt ou en stationnement sur les passages à niveau.

CHAPITRE NEUVIEME – Sanctions

Article 138 – Sanctions administratives

[Modifié par la décision du Conseil Communal du 17 mars 2015]

§ 1^{er} – Sans préjudice des amendes et paiements immédiats prévus à l'article 137 du présent règlement, les infractions aux autres articles du présent règlement commises par les personnes majeures seront punies, conformément à l'article 119bis de la nouvelle loi communale, tel que modifié par la loi du 24 juin

2013 relative aux sanctions administratives communales, selon le cas, par l'une des sanctions administratives suivantes :

- Une amende administrative s'élevant au maximum à 175 euros ou 350 euros selon que l'auteur des faits est mineur ou majeur ;
- La suspension administrative d'une autorisation ou permission délivrée par la commune ;
- Le retrait administratif d'une autorisation ou permission délivrée par la commune ;
- La fermeture administrative d'un établissement à titre temporaire ou définitif.

Pour le surplus, la procédure est déterminée par la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales.

§2 – Sauf en cas d'infraction mixte reprise à l'article 137, le mineur de plus de quatorze ans peut faire l'objet d'une amende administrative, même s'il est devenu majeur au moment du jugement des faits. Les père et mère, tuteur, ou personnes qui ont la garde du mineur, sont civilement responsables du paiement de l'amende administrative.

Le fonctionnaire sanctionnateur diligente une procédure d'implication parentale préalablement à l'offre de médiation, de prestation citoyenne ou, le cas échéant, l'imposition d'une amende administrative. Dans le cadre de cette procédure, le fonctionnaire sanctionnateur porte, par lettre recommandée, à la connaissance des père et mère, tuteur, ou personnes qui ont la garde du mineur, les faits constatés et sollicite leurs observations orales ou écrites vis-à-vis de ces faits et des éventuelles mesures éducatives à prendre, dès la réception du procès-verbal ou du constat. Il peut à cette fin demander une rencontre avec les père et mère, tuteur, ou personnes qui ont la garde du mineur et ce dernier.

Après avoir recueilli les observations susvisées, et/ou avoir rencontré le contrevenant mineur ainsi que ses père et mère, tuteur, ou personnes qui en ont la garde et s'il est satisfait des mesures éducatives présentées par ces derniers, le fonctionnaire sanctionnateur peut soit clôturer le dossier à ce stade de la procédure, soit entamer la procédure administrative.

§ 3 – L'application de sanctions administratives ou autres ne préjudicie en rien au droit pour le Bourgmestre de recourir, aux frais risques et périls du contrevenant, à des mesures d'office nécessaires pour assurer l'exécution matérielle du présent règlement.

§ 4 – L'application des sanctions administratives se fait toujours sans préjudice des restitutions et dommages et intérêts qui pourraient être dus aux parties.

§ 5 – Le fonctionnaire sanctionnateur, s'il l'estime opportun, peut également proposer au contrevenant majeur, moyennant son accord ou à sa demande, une prestation citoyenne en lieu et place de l'amende administrative.

La prestation citoyenne ne peut excéder trente heures et doit être exécutée dans un délai de six mois à partir de la date de la notification de la décision du fonctionnaire sanctionnateur et consiste en une formation et/ou une prestation non rémunérée

encadrée par la commune ou une personne morale compétente désignée par la commune et exécutée au bénéfice d'un service communal ou d'une personne morale de droit public, une fondation ou une association sans but lucratif désignée par la commune.

La prestation citoyenne est encadrée par un service agréé par la commune ou une personne morale désignée par celle-ci. Lorsque le fonctionnaire sanctionnateur constate que la prestation a été exécutée, il ne peut plus infliger une amende administrative.

En cas de non-exécution ou de refus de la prestation citoyenne, le fonctionnaire sanctionnateur peut infliger une amende administrative.

Sauf en cas d'infraction mixte reprise à l'article 137, le fonctionnaire sanctionnateur peut proposer une prestation citoyenne à l'égard du mineur, en cas de refus de l'offre ou d'échec de la médiation, organisée en rapport avec son âge et ses capacités. Il peut aussi décider de confier le choix de la prestation citoyenne et de ses modalités à un médiateur ou un service de médiation. Cette prestation citoyenne ne peut excéder quinze heures et doit être exécutée dans un délai de six mois à partir de la date de la notification de la décision du fonctionnaire sanctionnateur. Les père et mère, tuteur, ou personnes qui ont la garde du mineur peuvent, à leur demande, accompagner le mineur lors de l'exécution de la prestation citoyenne. En cas de non-exécution ou de refus de la prestation citoyenne, le fonctionnaire sanctionnateur peut infliger une amende administrative.

§ 6 – Le fonctionnaire sanctionnateur peut également proposer au contrevenant majeur, s'il l'estime opportun et si une victime a été identifiée, une procédure de médiation locale pour les majeurs, telle que prévue par la loi du 24 juin 2013 susvisée et conformément à l'arrêté royal du 28 janvier 2014 établissant les conditions et modalités minimales pour la médiation. L'accord du contrevenant est requis pour diligenter cette procédure.

L'indemnisation ou la réparation du dommage est négociée et décidée librement par les parties.

Lorsque le fonctionnaire sanctionnateur constate la réussite de la médiation, il ne peut plus infliger d'amende administrative. En cas de refus de l'offre ou d'échec de la médiation, le fonctionnaire sanctionnateur peut soit proposer une prestation citoyenne, soit infliger une amende administrative.

Sauf en cas d'infraction mixte reprise à l'article 137, l'offre de médiation locale effectuée par le fonctionnaire sanctionnateur est obligatoire lorsqu'elle se rapporte aux mineurs ayant atteint l'âge de quatorze ans accomplis aux moments des faits. Les père et mère, tuteur, ou personnes qui ont la garde du mineur peuvent, à leur demande, accompagner le mineur lors de la médiation. »

Article 139 – Responsabilité civile.

La personne qui ne respecte pas le présent règlement est civilement responsable des dommages qui pourraient en résulter. La commune n'est pas responsable des dommages qui résulteraient du défaut d'observation du présent règlement.

Article 140 – Services de secours.

Les interdictions ou obligations visées au présent règlement ne sont pas applicables aux services de secours dans le cadre de leurs missions.

CHAPITRE DIXIEME – Dispositions abrogatoires et diverses

Article 141 – Dispositions abrogatoires

A la date d'entrée en vigueur du présent règlement, tous les règlements et ordonnances de police antérieurs dont l'objet est réglé par les dispositions de la présente réglementation sont abrogés de plein droit.

Article 142 – Exécution

Le Bourgmestre est chargé de veiller à l'exécution du présent règlement.

Table des matières.

CHAPITRE PREMIER - Dispositions générales et obligations

Article 1er – Objectif

Article 2 – Définitions

Article 3 – Injonctions

Article 4 – Autorisations

CHAPITRE DEUXIEME – De la tranquillité et de la sécurité publiques

Section 1 - Dégradations – dérangements publics

Article 5 – Escalade

Article 6 – Dégradations

Article 7 – Graffitis

Article 8 – Sabotage

Article 9 – Appareils publics

Article 10 – Prescriptions et injonctions applicables aux lieux publics -Squares – Parcs – Jardins publics – Places et voies publiques – Aires de jeux– Etangs – Cours d'eau – Abords des cités de logement – Propriétés communales – Stades sportifs et Cimetières

Article 11 – Interdictions

Article 11*bis* - Sanctions

Section 2 - Lutte contre le bruit

Article 12 – Tapages

Article 13 – Bruits d'appareils ou de véhicules

Article 14 – Diffusion de sons sur la voie publique

Article 15 - Diffusion de sons de fêtes foraines

Article 16 – Injonctions

Article 17 – Salles et débits de boissons

Article 17*bis* – Consommation d'alcool

Article 17*ter* – Vente d'alcool

Article 17*quater* – Sanctions

Article 17*quinquies* – Consommation excessive d'alcool

Article 18 – Systèmes d'alarme

Article 19 – Dérogations

Article 20 – Cris d'animaux

Section 3 - Mendicité - Collectes à domicile ou sur la voie publique -Sonneries aux portes

Article 21 – Mendicité

Article 22 – Artistes de rue

Article 23 – Collectes de fonds

Article 24 – Collectes de fonds – organismes reconnus

Section 4 - Fêtes et divertissements - Tirs d'armes

Article 25 – Vente d'explosifs

Article 26 – Fêtes - divertissements accessibles au public

Article 26 bis : Interdiction des gobelets à usage unique

Article 27 – Kermesse sur terrain privé

Section 5 - Carnaval

Article 28 à 34

Section 6 - Gens du voyage – campeurs - forains

Article 35 - Gens du voyage

Article 38 – Camps de vacance

Section 7 – Jeux

Article 39 – Jeux dangereux

Article 40 – Jeux sur la voie publique

Article 41 – Sauts à l'élastique

Article 42 – Modules de jeux

Article 43 – Plaines de jeux privées

Section 8 - Terrains et immeubles bâtis ou non, abandonnés ou inoccupés - Puits - Carrières - Sablonnières – Excavations

Article 44 – Obligations des propriétaires

Article 45 – Risques de chute

Article 46 - Des immeubles dont l'état met en péril la sécurité des personnes

Article 47 – Puits et excavations

Section 9 - Théâtres - Cinémas - Cirques - Salles de spectacles – Salle de réunions - Spectacles dans les lieux publics – Chapiteaux

Article 48 – Accès à la scène

Article 49 – Engins et appareils

Article 50 – Perturbateurs

Article 51 – Distribution ou vente de produits potentiellement dangereux

Section 10 - Commerces de nuit

Article 52 – Interdictions - Obligations

CHAPITRE TROISIEME - De la sécurité et de la commodité de passage sur le domaine public

Section 1 – Obstacles

Article 53 – Obstacles

Section 2 – Utilisations privatives et occupation

Article 54 - Utilisations privatives et occupation du domaine public

Article 55 – Utilisations privatives et occupation temporaires et permanentes

Article 56 – Bénéficiaires d'une autorisation

Article 57 – Précarité de l'autorisation

Article 58 – Retrait d'une autorisation

Article 59 – Passage des piétons

Article 60 – Aire de stationnement

Article 61 – Trottoirs inférieurs à 2,5 mètres

Article 62 – Longueur des constructions

Article 63 – Signalisation des constructions

Article 64 – Store

Article 65 - Terrasses

Article 66 – Chauffage des terrasses

Article 67 – Zone piétonne et périmètre de rénovation urbaine

Article 68 – Marché hebdomadaire

Article 69 – Dossiers de pièces

Article 70 – Enquête administrative

Article 71 – Enlèvement en cas d'infraction

Section 3 – Vente ambulante

Article 72 – Vente ambulante

Section 3*bis*- Vente de fleurs à l'occasion du 1^{er} mai et de la fête des mères

Article 72*bis* – Autorisation d'occupation du domaine public

Article 72*ter* – Personnes auxquelles des emplacements peuvent être attribués

Article 72*quater* – Dossiers de demande

Article 72*quinquies* – Occupation des emplacements

Article 72*sexies* – Identification

Article 72*octies* – Attribution des emplacements situés sur les lieux visés à l'article 6

Article 72*nonies* – Redevance

Article 72*decies* – Personnes chargées de l'organisation pratique des activités ambulantes

Article 72*undecies* – Communication du règlement au Ministre des Classes moyennes

Section 4 - Manifestations

Article 73 - Des manifestations, rassemblements et distributions sur la voie publique

Section 5 – Marchés publics

Article 74 – Dispositions générales

Article 75 - Attribution, occupation, cession et sous-location des emplacements.

Article 76 - Dispositions particulières.

Article 77 - Dispositions spécifiques

Article 78 - Sonorité

Article 79 - Contrôles et sanctions

Section 5bis – activités foraines et des activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques et le domaine public.

Article 79bis - Organisation des activités foraines et des activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques

Article 79ter - Organisation des activités foraines et des activités ambulantes de gastronomie foraine sur le domaine public, en dehors des fêtes foraines publiques

Article 79quater - Personnes chargées de l'organisation pratique des activités foraines

Article 79quinquies – Communication au Ministre des Classes moyennes

Section 6 - Gel ou neige

Article 80 - Obligations en cas de gel ou de chute de neige

Section 7 - Travaux

Article 81 – De l'exécution de travaux

Article 82 – Emprise sur la voie publique

Article 83 – Travaux sur la voie publique

Article 84 – Remise en état

Article 85 – Travaux en dehors de la voie publique

Article 86 – Objets encombrants – volets – boîtes aux lettres – entrées de cave

Article 87 – De l'élagage des plantations débordant sur la voie publique

Section 8 - Des trottoirs et accotements

Article 88 – Des trottoirs et accotements – état

Article 89 – Des trottoirs et accotements – accessibilité

Article 90 – Des trottoirs et accotements – véhicules à roulettes

Section 9 - De la signalisation

Article 91 – De l'indication du nom des rues,

Article 92 – Numérotage et sous-numérotage des immeubles, logements et autres bâtiments

Article 92 bis – Du placement de sonnettes et de boîtes aux lettres

Article 93 – Signalisation non autorisée

Section 10 - Déménagements

Article 94 - Déménagements, chargements et déchargements.

CHAPITRE QUATRIEME – Dispositions concernant les animaux

Article 95 – Circulation des animaux sur la voie publique et divagation

Article 95 bis – Des restrictions à l'usage des tondeuses à gazon robotisées

Article 96 – Chiens agressifs

Article 97 – Chiens à l'attache

Article 98 – Chiens de garde

Article 99 – Détention d'animaux malfaisants ou dangereux

Article 100 – Détention d'animaux domestiques

Article 101 – Epidémies – épizooties

Article 102 – Responsabilité des maîtres

CHAPITRE CINQUIEME – Dispositions concernant la propreté publique et la salubrité

Section 1 - Propreté de la voie publique

Article 103 – Abandons de déchets sur la voie publique

Article 104 – Tracts

Article 105 – Imprimés publicitaires

Article 106 – Urine

Article 107 – Affichage

Article 108 – Nettoyage de la voie publique

Article 109 – Déchargement, préparation de matériaux

Article 110 – Nettoyage de véhicules, réparation de véhicules, abandon de véhicules

Article 111 – Friteries, commerces ambulants, fast-food, nightshops

Article 112 – Déchets des marchés publics

Article 113 – Evacuation des eaux pluviales et des eaux usées domestiques

Article 114 – Egouts

Article 115 – Ecoulement des eaux

Section 2 - Salubrité publique

Article 116 – De l'enlèvement des déchets ménagers

Article 117 – Containers –poubelles

Article 118 – Des parcs à containers

Article 119 – Fosses septiques

Article 120 – Destruction de l'ivraie

Article 121 – Occupation d'immeubles insalubres

Article 122 – Perte de chargement

Article 123 – Remplissage des piscines privées

Section 3 - Mesures de prophylaxie

Article 124 – Installations sportives

CHAPITRE SIXIEME – dispositions relatives à la prévention des incendies et calamités

Article 125 – Obligation

Article 126 – Incendies.

Article 127 – Incendies – obligation des occupants.

Article 128 – Accès aux bouches d'incendie

Article 129 – Etablissements habituellement accessibles au public

Article 130 – Respect des impératifs de sécurité

Article 131 – Faux appels

Article 132 – Barbecues

Article 133 – Opérations de combustion

Article 134 – Fumées

Article 135 – Cheminées

CHAPITRE SEPTIEME : comportements autrefois visés par le Titre X du Code pénal et par l'arrêté-loi du 29 décembre 1945 portant interdiction des inscriptions sur la voie publique

Article 136

CHAPITRE HUITIEME : comportements visés par le Titre X du Code pénal (infractions mixtes)

Article 137

Article 137bis – infractions relatives à l'arrêt et au stationnement, ainsi qu'aux signaux C3 et F103 constatées au moyen d'appareils fonctionnant automatiquement.

CHAPITRE NEUVIEME – Sanctions

Article 138 – Sanctions administratives

Article 139 – Responsabilité civile.

Article 140 – Services de secours.

CHAPITRE DIXIEME – Dispositions abrogatoires et diverses

Article 141 – Dispositions abrogatoires

Article 142 – Exécution